



DU SUCRE, ET BIEN PLUS...



**RAPPORT
ANNUEL
2012/2013**



Exploitations agricoles



Ingrédients



Acide lactique



Caramels



Sucre



Energie
renouvelable



Alimentation
animale



Alcool



Immobilier



Noix de
Macadamia



Equipements
pour sucreries

SOMMAIRE

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'activité de notre société au cours de notre quatre-vingt-troisième exercice social et de soumettre à votre approbation, conformément à la loi et à nos statuts, ses comptes annuels arrêtés au 31 mars 2013, ainsi que ses comptes consolidés à cette même date.

INTRODUCTION

Profil du groupe	2
Faits marquants 2012/2013	4
Conseil d'Administration, Commissaire	6
Chiffres clés	7
Périmètre de consolidation	8

RAPPORT SUR NOS ACTIVITÉS

I. Marché mondial du sucre (revue de l'exercice 2012/2013 et perspectives pour 2013/2014)	11
II. Activités industrielles du groupe	12
Bundaberg Sugar (Australie)	12
Groupe Sucrier (Belgique)	18
Isocal Sugar (Belgique)	19
Compagnie Sucrière (Rép. Dém. Congo)	20
Galactic (Belgique)	21
III. Participations dans le secteur immobilier	22
Devolder (Belgique)	22

JV Kin (Luxembourg et Rép. Dém. du Congo)	22
SC et SCA des Galeries Royales Saint-Hubert (Belgique)	22
Aedifica (Sicafi) (Belgique)	23
IV. Participation dans le secteur des ingrédients naturels	23
V. Autres participations	25

SITUATION FINANCIÈRE

Commentaires sur les comptes consolidés	27
Commentaires sur les comptes annuels	31
Affectations et prélèvements, élections statutaires	34
Affectations et prélèvements	34
Elections statutaires	34
Approbation des comptes annuels de Groupe Sucrier S.A. (au 30 septembre 2012)	34
Informations complémentaires	34
Risques et incertitudes	34
Environnement, personnel, clients	35
Autres informations	35

ANNEXES

A. COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE AU 31 MARS 2013	37
Bilan, comptes de résultats consolidés et annexes	37
Méthodes de consolidation et règles d'évaluation	47
Rapport du Commissaire	54

B. COMPTES ANNUELS DE FINASUCRE S.A. AU 31 MARS 2013	56
Bilan, comptes de résultats, annexes et règles d'évaluation	56
Rapport du Commissaire	71

DU SUCRE, **ET BIEN PLUS...**



PROFIL DU GROUPE

Le groupe produit des sucres roux, blonds, blancs et raffinés à partir de cannes et de betteraves, et les commercialise auprès de clients industriels et de la grande distribution, dans de nombreux conditionnements. Il fabrique aussi toute une gamme de caramels et de spécialités.

Il vend également de l'énergie renouvelable sous forme d'électricité. Il produit de l'alcool, de la mélasse, des pulpes de betteraves ainsi que d'autres produits destinés à l'alimentation animale.

Finasucre, par le biais de sa filiale Galactic, est un important producteur d'acide lactique et de ses dérivés. Elle entreprend aussi des recherches dans le domaine de la production de plastiques biodégradables

et recyclables. L'ingénierie et la production d'équipements pour sucreries complètent la palette des métiers de Finasucre. Le groupe possède des usines en Belgique, aux Pays-Bas, en République Démocratique du Congo, en Australie, en Chine et aux U.S.A.

Le groupe exploite une concession de 11.700 hectares sous cannes à sucre en République Démocratique du Congo et possède 14.700 hectares de terres agricoles en Australie, ainsi que 4.900 hectares de terrains avec un potentiel de développement.

Pour l'exercice clôturé le 31 mars 2013, le groupe a enregistré un chiffre d'affaires de € 488,4 millions et a un actif net de € 500,9 millions. Le groupe emploie 3.020 personnes dans le monde de manière permanente et environ 1.608 travailleurs

saisonniers pour réaliser une production de 662.151 tonnes de sucre.

Persuadé de l'importance, à l'avenir, du sucre comme source d'énergie renouvelable, Finasucre poursuit le développement de cet aspect nouveau du métier tout en continuant le renforcement des utilisations actuelles comme édulcorant naturel sur tous ses marchés.

Par des prises de participations directes ou indirectes dans des entreprises présentant un potentiel important de croissance, le groupe se diversifie également dans différents secteurs : celui des ingrédients naturels (en étant le premier actionnaire de Naturex France), et celui de l'immobilier.

FAITS MARQUANTS

2012/2013

Squeeze-out de Finasucre sur les parts sociales minoritaires de **Groupe Sucrier**, suivi de la **fusion simplifiée par absorption** de cette filiale dans Finasucre à effet au 1^{er} octobre 2012.

Renforcement via Iscal Sugar de la participation indirecte **du groupe dans Naturex (France)**.

Inondations record à Bundaberg (Australie), avec des dommages pour nos activités dans cette région.

Vente de nos terres dans le Nord Queensland (Australie) et **achat de terres agricoles à Bundaberg et d'un immeuble à Brisbane**.

Augmentation du capital de Futerro (à 50/50 avec Total Petrofina), notre filiale de R&D dans les plastiques biodégradables.

Ouverture d'une filiale commerciale de Galactic au Brésil et de son centre de recherche à Bruxelles.

Campagne en recul en République Démocratique du Congo due à une **sévère sécheresse** en 2012.

Mise en chantier de la **construction d'un immeuble** à appartements à Kinshasa.

Participation à l'**augmentation de capital d'Aedifica** (sicafi immobilière résidentielle).

1 Kwilu Bar (Kinshasa) 2 Aedifica (avenue de Tervueren 13, Bruxelles) 3 Galactic Innovation Center (Bruxelles)
4 Inondations de janvier 2013 (Bundaberg) 5 Naturex (Avignon) 6 147 & 155 Wharf street (Brisbane)



CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMMISSAIRE

Conseil d'Administration

Comte Paul Lippens

Monsieur Olivier Lippens

Comte Guillaume d'Arschot Schoonhoven (1)

Baron De Keuleneer (1)

Madame Claude Lippens

Madame Florence Lippens (1)

Président

Administrateur-délégué

Administrateur

Administrateur

Administrateur

Administrateur

(1) membres du comité d'audit

Commissaire

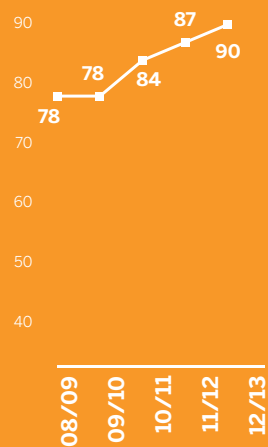
ERNST & YOUNG Réviseurs d'Entreprises SCCRL, représentée par Monsieur Eric Van Hoof

CHIFFRES CLÉS DE L'EXERCICE

En '000 €	Groupe consolidé		Finasucre S.A.	
	2012/2013	2011/2012	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires	488.417	464.221	-	-
Cash flow d'exploitation (EBITDA)	73.358	66.836	-	-
Résultats avant éléments financiers et exceptionnels (EBIT)	56.734	51.066	-	-
Bénéfice courant avant impôts	62.607	57.184	21.815	8.961
Bénéfice (perte) après impôts (part du Groupe)	45.810	36.042	-	-
Capitaux propres	500.949	408.096	283.323	224.042
Total de l'actif	751.002	612.141	295.988	259.526
Dividende net par action (en €)	-	-	90,00	87,00

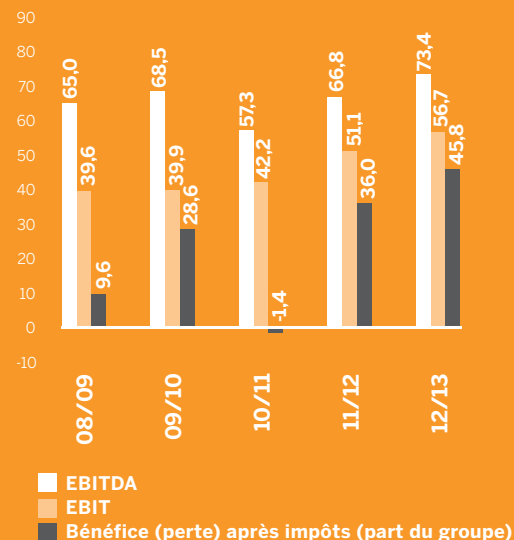
Dividende net par action

en €



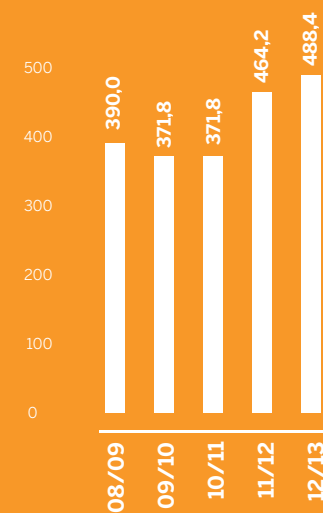
EBITDA, EBIT et résultats consolidés

en millions €



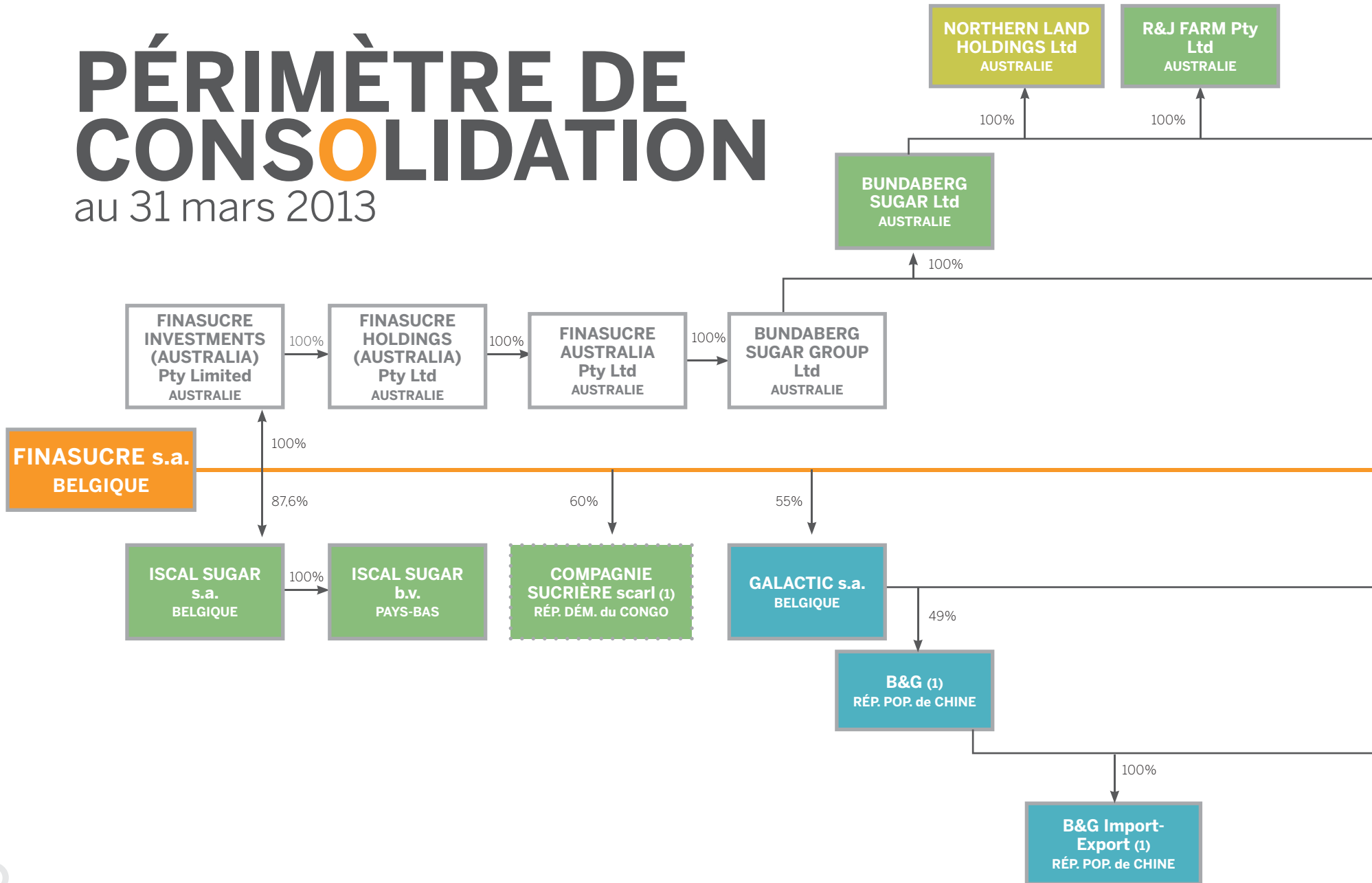
Chiffre d'affaires consolidé

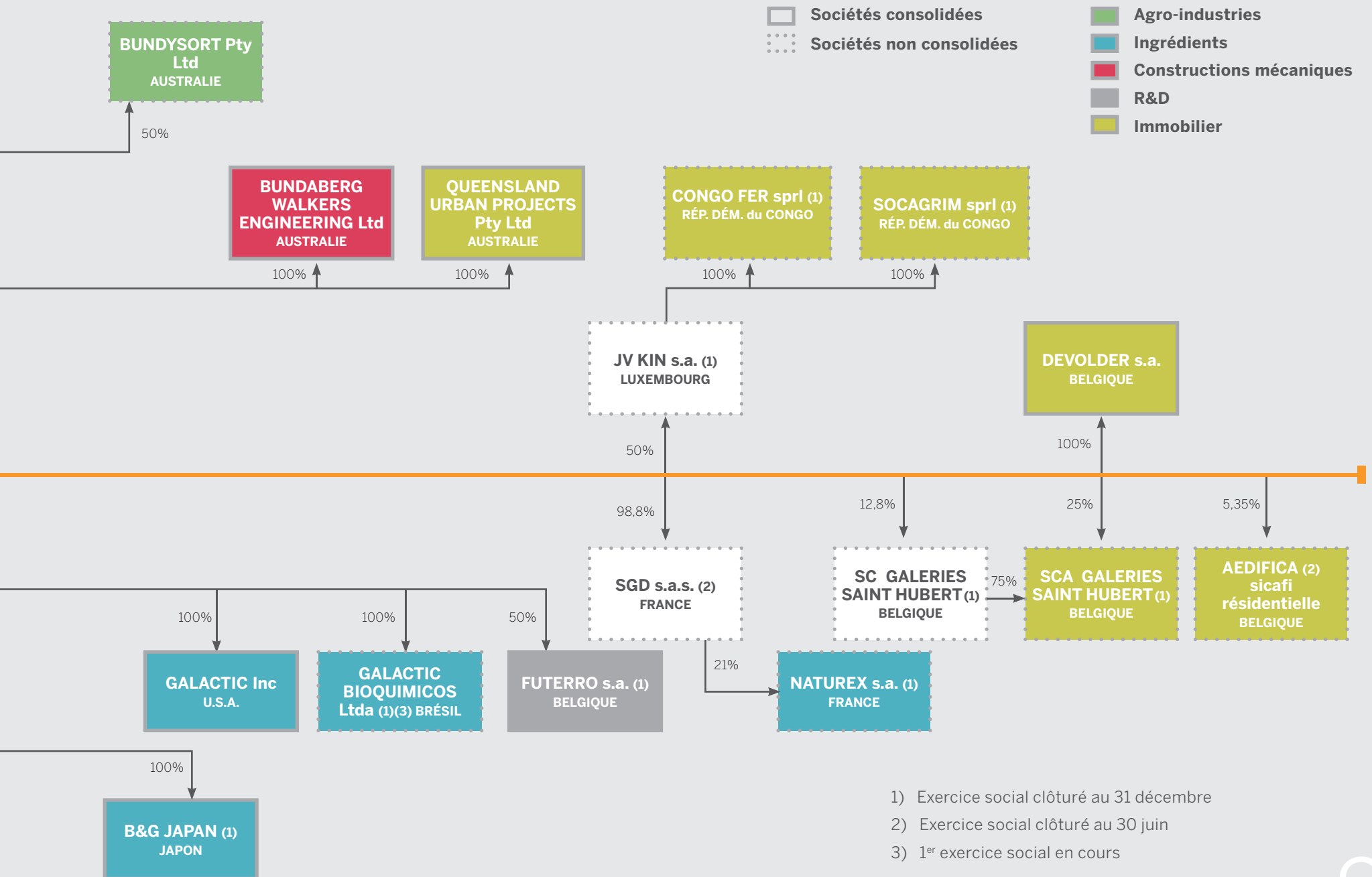
en millions €



PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

au 31 mars 2013





- 1) Exercice social clôturé au 31 décembre
- 2) Exercice social clôturé au 30 juin
- 3) 1^{er} exercice social en cours



DES MATIÈRES PREMIÈRES À L'ASSIETTE

RAPPORT SUR NOS ACTIVITÉS

I. Marché mondial du sucre (revue de l'exercice 2012/2013 et prévisions pour 2013/2014)

Aperçu quantitatif

La campagne sucrière 2012/2013 a été marquée par un large surplus sur le marché mondial, comme pressenti l'année dernière. Elle aura surtout été la troisième année consécutive de surplus. Aux 5 millions et 10 millions de surplus des campagnes 2010/2011 et 2011/2012, sont venus s'ajouter 8 millions au titre de la campagne 2012/2013. Le Brésil, qui avait connu une campagne 2011/2012 assez décevante pour ses standards, est revenu à la normale et cet effet, combiné à des productions assez importantes en Thaïlande, en Inde et dans

la plupart des pays importateurs tels que la Chine et la Russie, a créé une pléthore de sucre disponible sur le marché international.

Evolution du prix mondial

Le prix du sucre roux sur le marché mondial se situait aux alentours des 21 cents/livre au début de l'exercice sous revue et nous n'étions pas très optimistes quant à un raffermissement de celui-ci. Mise à part une période de légère spéculation au début de la campagne brésilienne, durant laquelle les cours ont atteint 22 cents/livre, les prix ont été orientés à la baisse pendant l'entièreté de l'exercice. Bien que la descente n'ait pas été aussi violente qu'initialement craint, en raison notamment d'une volatilité réduite sur le marché des commodités, elle a

néanmoins été inéluctable et constante, et le prix du sucre atteignait 18 cents/livre au moment de la clôture des comptes, un des plus bas depuis l'été 2010.

Les prévisions pour l'exercice 2013/2014 ne sont malheureusement pas fort encourageantes car, bien que les experts du secteur prévoient une réduction de la production et une hausse de la consommation, une quatrième année consécutive de surplus est à craindre. Il est probable que la baisse du prix ait eu une incidence sur la quantité de cannes plantées en début de saison, notamment en Inde et en Thaïlande, mais le fait que la canne à sucre soit une plante à multiples repousses ralentit fortement le temps de réponse des producteurs par rapport à la demande réelle

sur le marché mondial. Nous n'anticipons pas de « rally » cette année et ne ferons pas de pronostic sur le niveau auquel le prix du sucre va descendre. Cela dit, force est de constater qu'au niveau actuel des prix du sucre, peu de producteurs, qu'ils soient au Brésil, en Inde ou en Thaïlande, couvrent leurs coûts de fonctionnement. Il est dès lors difficile d'envisager que les prix restent durablement sous leurs coûts de production. Reste à savoir combien de temps il faudra attendre pour que les prix remontent.

II. Activités industrielles du groupe

Bundaberg Sugar Group (Australie) - filiale consolidée

Depuis la crise économique et financière amorcée en 2008, l'Australie a toujours fait partie des exceptions qui n'ont été que très peu affectées, principalement grâce à son industrie résolument tournée vers les commodités minérales. Depuis peu, et le ralentissement de la croissance de la Chine y est pour beaucoup, le super cycle

des commodités, dont a bénéficié à plein l'Australie, semble connaître un sérieux coup de frein. Ce ralentissement d'une partie de l'économie nationale ne signifie pas un ralentissement général et permet au contraire à certains secteurs, jusque-là sous pression, de reprendre de la vigueur.

Suite à un nouveau dérapage budgétaire, l'Australie devrait solder son cinquième exercice budgétaire en déficit, mais celui-ci ne devrait pas dépasser les 3% du PIB. En revanche, les prévisions pour un retour à l'équilibre sont moins optimistes



Champ de cannes



Plantation de cannes



Champ de gingembre

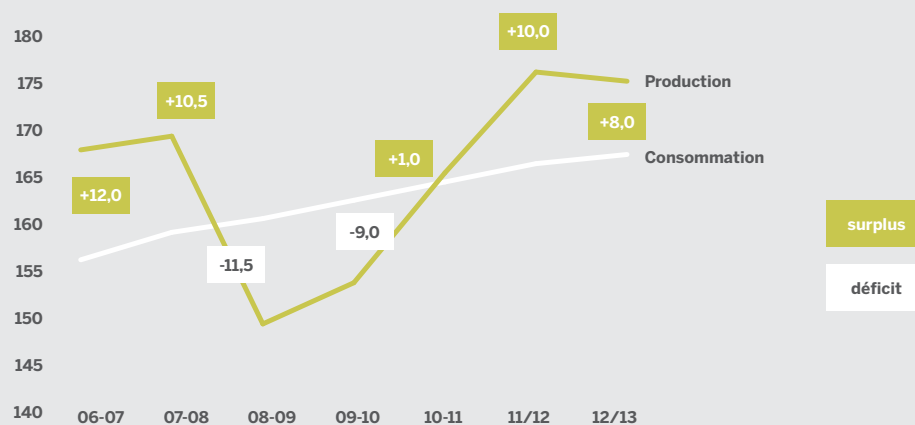
et le gouvernement ne pense pas pouvoir atteindre cet objectif avant l'exercice 2015/2016. La dette du pays s'élève désormais à 17% du PIB (contre 10% l'année dernière), mais la croissance nette devrait être largement positive à 2,75%.

Le taux de chômage se situe à 5,1% et devrait rester stable sur le prochain exercice. Quant à l'inflation, qui a été bien moindre qu'anticipée, elle s'élève à 2,5%; elle a permis à la banque centrale de baisser son taux directeur (4,25% au 31 mars 2012 à 3,00% au 31 mars 2013, mais diminué depuis à 2,75%) afin d'augmenter la compétitivité de son secteur industriel en influençant à la baisse la valeur du dollar australien.

Le dollar australien (AUD) s'est maintenu au-dessus de la parité avec le dollar américain (USD) pendant toute la durée de l'exercice sous revue, mais est résolument orienté à la baisse depuis la décision de la banque centrale australienne de baisser son taux directeur sous les 3% lors de sa réunion du mois d'avril 2013. Depuis lors, le dollar australien se situe en-dessous de

Production et consommation mondiales

(en millions de tonnes de sucre roux) source : Sucden



Evolution des cours mondiaux du sucre roux

(en USD cents / livre) source : QSL



la parité et rien ne laisse présager que cela puisse changer dans un avenir proche.

Campagne 2012

Alors que la campagne 2011 avait été très fortement perturbée par les inondations de fin 2010/début 2011, celle de 2012 n'a heureusement pas connu les mêmes conditions météorologiques extrêmes et a permis de broyer plus de 1,8 million de tonnes contre un peu moins de 1,4 million seulement l'année précédente (28% d'augmentation).

L'usine de Millaquin a terminé le 9 décembre 2012, après avoir broyé plus de 930.000 tonnes de canne en 158 jours. L'objectif d'extraction a été atteint ; en revanche, il reste des améliorations à prévoir pour atteindre celui du broyage journalier moyen. L'inter-campagne sera très fortement orientée vers cet objectif pour la campagne 2013.

L'usine de Bingera, quant à elle, qui devait travailler cinq jours par semaine compte tenu de la quantité de canne à broyer dans la région, a dû se résoudre à travailler

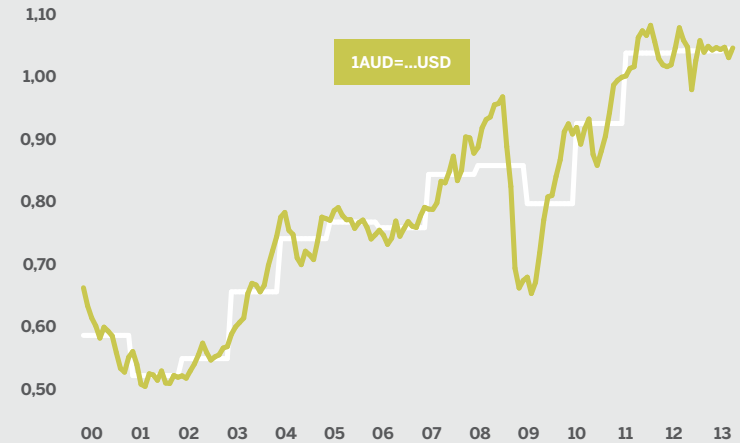
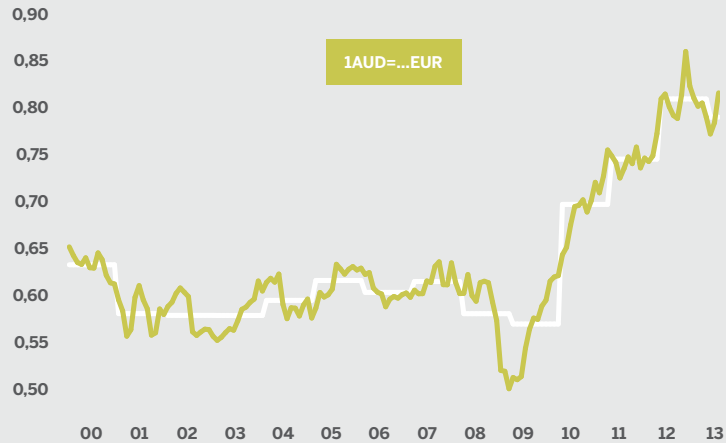
sept jours par semaine. Elle a broyé plus de 880.000 tonnes de canne en 152 jours et a donné pleine satisfaction au niveau du broyage journalier, mais l'objectif d'extraction a été assez loin de celui assigné avant la campagne. Les travaux d'inter-campagne ainsi qu'une moindre production de cannes attendue pour la campagne 2013 (et par conséquent un retour au travail cinq jours par semaine) devraient permettre à Bingera d'atteindre les objectifs fixés pour la campagne à venir.



Noix de macadamia

Evolution du Dollar australien

versus USD et versus EUR
taux moyens mensuels et annuels



Les résultats de la campagne 2012 de Bundaberg Sugar sont les suivants :

Campagnes	en '000 de tonnes	2012	2011
Cannes traitées		1.817	1.395
dont: Cannes produites par Bundaberg Sugar		682	499
Production sucre roux		256	192
Production sucre raffiné		143	165

Alors que l'année dernière avait été une véritable référence dans la consolidation de l'industrie sucrière australienne, l'année sous revue n'a pas connu d'événements particuliers. L'environnement dans lequel l'industrie évolue reste particulièrement délicat et les préoccupations des parlementaires australiens quant à savoir qui sont les propriétaires détenant les terres agricoles ne sont pas de nature à nous rassurer entièrement.

L'événement majeur de l'exercice sous revue est, bien évidemment, l'inondation localisée sur la région de Bundaberg, qui s'est produite à la fin du mois de janvier 2013, avec le passage dans la région de l'ouragan Oswald. A priori, la région n'a pas connu un tel sinistre depuis que des statistiques sont tenues par l'institut de météorologie australien. Outre les pertes matérielles substantielles qui ont été engendrées, principalement à la fonderie, compte tenu de sa proximité de la rivière, des dommages majeurs sont aussi à déplorer sur certaines fermes. Les dégâts se chiffrent à plus de AUD 20 millions (dont environ AUD 15 millions sont couverts par nos assureurs),

sans compter l'impact d'une moindre récolte prévue sur la campagne 2013. Malgré cet acharnement d'événements climatiques défavorables (deux inondations en l'espace de deux ans), les équipes ont travaillé avec beaucoup de courage à la reconstruction des différents actifs endommagés. A la date de clôture du bilan, Bundaberg Sugar s'apprêtait à commencer une nouvelle campagne (prévue fin juin) dans la normalité et la fonderie était à nouveau opérationnelle, mais pas encore à plein régime.

Au niveau opérationnel, l'exercice a été marqué par la cession des terres dans le Nord Queensland à MSF, qui possédait une option d'achat depuis l'accord intervenu sur la vente des usines dans cette même région. Cette vente a permis de générer quelques AUD 25 millions de trésorerie, qui ont été principalement réinvestis dans l'acquisition de terres dans la région de Bundaberg. Ce réinvestissement est cohérent avec la politique menée depuis des années afin de sécuriser davantage l'approvisionnement en cannes de nos usines. Il est à noter que cette stratégie a permis de créer une valeur non négligeable, reflétée dans le bilan de

FIA par l'augmentation brute de AUD 80 millions de la plus-value de réévaluation sur base des dernières valorisations de son portefeuille immobilier.

Le programme d'investissement d'AUD 40 millions à l'usine de Millaquin a été finalisé avec l'installation d'un tank à bagasse et d'un cinquième moulin.

La raffinerie a connu une année de record de profitabilité, mais nous abordons avec prudence un nouvel exercice durant lequel nous anticipons une intensification de la compétition et une érosion des marges en conséquence.

Exception faite des inondations dévastatrices qui ont très fortement endommagé et perturbé les opérations de Bundaberg Walkers, celle-ci a connu une année de bons résultats grâce à son carnet de commande largement rempli. Nous abordons l'exercice 2013/2014 avec circonspection, car nous prévoyons un ralentissement des investissements dans les sucreries à travers le monde, conséquence de la baisse des prix du sucre sur le marché mondial. Néanmoins,

les investissements qui devront être réalisés pour remplacer les machines détruites lors des inondations vont permettre un gain de productivité qui, couplé à un affaiblissement du dollar australien, devraient permettre à BWEL de gagner en compétitivité.

L'année écoulée aura permis à Bundaberg Sugar de réduire ses liens historiques avec la ville de Nambour dans laquelle la société possédait une usine. Le site de l'ancienne sucrerie a été complètement assaini et une parcelle de terrain mitoyenne à celle-ci a été vendue. Il ne reste plus désormais que la parcelle qui servait à entreposer les wagons utilisés pour le transport de la canne à sucre. Les autres projets immobiliers n'ont pas connu d'avancées majeures, mais notons néanmoins que l'extraction de sable du site de Whymere dans la région de Bundaberg devrait commencer lors de l'exercice 2013/2014.

Bundaberg emploie 407 personnes et 81 travailleurs saisonniers pour la campagne. La réduction des effectifs permanents provient essentiellement de la vente des fermes dans le Nord Queensland à MSF.

Les résultats consolidés de Bundaberg Sugar pour l'exercice clôturé au 31 mars 2013 sont repris dans le tableau ci-après et présentent quelques écarts majeurs par rapport à l'année dernière. Le chiffre d'affaires est en nette baisse et cela illustre parfaitement l'impact des prix du sucre au niveau mondial sur notre filiale car, pour rappel, beaucoup plus de sucre a été produit

lors de la campagne 2012 que lors de la campagne 2011.

L'EBITDA s'élève à AUD 19,3 millions, en baisse par rapport à l'année dernière. Notons néanmoins que ce chiffre comprend une provision d'AUD 4,1 millions au titre de coûts qui seront encourus lors de l'exercice 2013/2014 en relation avec les inondations

Le résultat exceptionnel de l'exercice est assez considérable (AUD 9,8 millions) et provient de la vente des fermes dans le Nord Queensland à MSF.

En '000 AUD	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires	255.959	276.232
Cash flow d'exploitation (EBITDA)	19.268	25.220
Amortissements	(7.240)	(6.831)
Résultat avant éléments financiers et exceptionnels (EBIT)	12.028	18.389
Résultats financiers courants	(1.465)	(1.794)
Résultats sur instruments financiers de couverture	15.938	19.039
Résultats avant éléments exceptionnels	26.501	35.633
Résultats exceptionnels	9.831	(4.139)
Impôts	(11.300)	(8.710)
Résultat net	25.032	22.785



Betteraves



Iscal Sugar (Fontenoy)



Sucre blanc

qui ont affecté notre filiale. L'EBITDA récurrent, c'est-à-dire hors impact des inondations, s'élève à AUD 23,6 millions contre AUD 21,3 millions lors de l'exercice précédent. Ceci démontre la robustesse du business model de notre filiale, qui a pu compenser sa baisse de chiffre d'affaires par une marge opérationnelle plus importante.

Le résultat financier courant est négatif d'AUD 1,4 million mais en amélioration

par rapport à l'exercice précédent, grâce principalement à la baisse des taux d'emprunts (voir infra) et à la réduction de l'endettement vis-à-vis de la maison mère (remboursement d'AUD 4 millions) au cours de l'exercice. Le résultat financier lié aux instruments financiers est quant à lui en légère baisse par rapport à l'année dernière et s'élève à AUD 15,9 millions. La baisse continue du prix du sucre sur le marché mondial a eu une influence considérable sur la position de ces instruments financiers.

Le résultat exceptionnel de l'exercice est assez considérable (AUD 9,8 millions) et provient de la vente des fermes dans le Nord Queensland à MSF.

Groupe Sucrier S.A. (Belgique) - filiale absorbée par Finasucre avec effet au 1^{er} octobre 2012

Après le squeeze-out de Finasucre en décembre 2012 portant sur les parts sociales minoritaires de Groupe Sucrier

dans le but de réaliser la fusion simplifiée par absorption de cette filiale dans Finasucre, la fusion a été actée le 18 janvier 2013. Groupe Sucrier a été dissoute sans liquidation et l'intégralité de son patrimoine, de ses droits et de ses engagements a été reprise en neutralité comptable par Finasucre, avec effet au 1^{er} octobre 2012.

Pour son exercice social de six mois du 1^{er} avril au 30 septembre 2012, Groupe Sucrier a enregistré un bénéfice net de € 13.276.623, dont € 12.896.077 de dividendes bruts provenant de ses filiales Iscal Sugar S.A., Galactic S.A. et Compagnie Sucrière SCARL.

Ce résultat n'a pas été distribué et il est inclus dans le prix des parts sociales rachetées par Finasucre S.A.

L'activité commerciale et de support technique pour nos filiales en République Démocratique du Congo a donc été menée par Groupe Sucrier pendant le 1^{er} semestre et poursuivie par Finasucre durant le 2^{ème} semestre. Sur l'ensemble de l'année, cette activité est en net recul, en raison de la très

mauvaise campagne 2012 de la Compagnie Sucrière, consécutive à la sécheresse observée en début d'année 2012.

Iscal Sugar S.A. (Belgique) - filiale consolidée

Iscal Sugar est le second producteur de sucre en Belgique.

La campagne sucrière 2012

La campagne 2011 avait été exceptionnelle au niveau des rendements cultureux, mais celle de 2012 est en sensible recul.

La durée de la campagne fut plus courte de 28 jours. Techniquement, l'usine a donné pleine satisfaction malgré des conditions climatiques difficiles en fin de campagne. Le niveau de travail de 12.000 tonnes de betteraves par jour a été tenu et même dépassé.

Dans l'usine de Fontenoy, près de 15% de l'énergie est d'origine verte, alors que la moyenne européenne est de l'ordre de 5%.

Sur le plan commercial, le prix moyen européen est resté élevé, alors que les prix mondiaux se sont orientés à la baisse.

La campagne 2011 avait été exceptionnelle au niveau des rendements cultureux, mais celle de 2012 est en sensible recul. Voici les chiffres clés de la campagne :

Campagnes		2012	2011
Superficie	Ha	16.775	17.968
Rendement	T/Ha	71,30	81,30
Production de sucre	T	199.744	235.038
Nombre de jours de campagne		101	129

L'achat de sucres (notamment pour approvisionner l'usine de Lelystad) et les différents reclassements de sucre hors quota ont permis de commercialiser sur le marché européen davantage que le quota.

Dans le cadre de son objet social élargi, Iscal a acquis des actions de SGD, qui est le principal actionnaire de la société française Naturex (cfr supra).

Iscal réalise un chiffre d'affaires consolidé de € 203,3 millions, en progression de € 24,7 millions par rapport à l'exercice

précédent. Le cash flow d'exploitation est de € 52,4 millions (+ € 9,1 millions par rapport à 2011/2012).

Le bénéfice net consolidé d'Iscal est de € 32 millions (comparé à € 27,3 millions l'an dernier). Un dividende brut de € 13,4 millions sera décrété par l'assemblée du 25 juin 2013.

Compagnie Sucrière SCARL (Rép. Dém. Congo) - filiale non consolidée

La devise congolaise est stable depuis maintenant quatre ans, mais l'activité économique est en recul, avec une période particulièrement marquée depuis novembre par la faiblesse générale du pouvoir d'achat.

La campagne 2012 a été en recul très sévère avec une production nette de 63.407 tonnes de sucre (73.578 tonnes en 2011 et 79.232 tonnes en 2010). C'est la conséquence



Champ de cannes



Canne à sucre



Sucre de canne

directe de la grave sécheresse enregistrée de janvier à mars 2012. L'usine a bien fonctionné, avec un niveau de perte normal.

La morosité du climat économique et surtout le manque d'argent dans le marché à partir de novembre ont contraint notre filiale à commercialiser le sucre à des prix réduits par paliers. La production de 5 millions de litres d'alcool éthylique a été vendue sur le marché local à très bon prix, quoique la concurrence d'alcools importés commence à se profiler. Le développement des ventes de Kwilu Rum démarre depuis janvier, grâce notamment à l'ouverture du débit de boissons Kwilu Rum de la Compagnie Sucrière dans un quartier bien situé à Kinshasa-Gombe.

Au 31 décembre 2012, la Compagnie employait 2.060 personnes permanentes (en réduction de 2,2% par rapport à 2011), auxquelles se sont joints 1.474 travailleurs saisonniers (en augmentation de 18,8%) pour réaliser la campagne.

Notre filiale a clôturé l'exercice 2012 en profit de 8,7 millions CDF (comparé à 2,2

millions en 2011). Elle n'a pas décrété de dividende.

Evénements majeurs

- La loi agricole congolaise du 24 décembre 2011 inquiète toujours les investisseurs étrangers qui, de longue date comme notre groupe, ont assuré le maintien d'industries agro-industrielles en République Démocratique du Congo. Cette loi prévoit en effet l'obligation à terme (juin 2013) que l'actionnariat de ces sociétés soit majoritairement composé de nationaux congolais. Quoique les arguments des acteurs concernés aient été entendus, notamment sur les craintes de voir l'agriculture s'effondrer sans assouplissement de la loi sur ce point, les amendements souhaités n'ont toujours pas été votés.
- Avec une saison des pluies normale, la prévision de production de sucre pour la campagne 2013 est de l'ordre de 80.000 tonnes.

Galactic S.A. (Belgique) et ses filiales consolidées - filiale consolidée

Notre filiale Galactic S.A. est consolidée dans le groupe ainsi que ses filiales chinoises, japonaise, nord-américaine et belge. L'usine d'Escanaffles continue à produire à pleine capacité et les ventes ont augmenté de 4%, malgré la pression sur les prix provoquée par un marché qui reste très concurrentiel. En dépit d'une augmentation des coûts, l'usine chinoise clôture l'exercice avec un résultat net de 5 millions de CNY contre une perte de 17,4 millions CNY l'an dernier. La filiale américaine continue son développement et augmente considérablement son chiffre d'affaires et sa rentabilité. Un bureau commercial a été ouvert au Brésil afin de mieux servir les clients sud-américains.

Futero, filiale commune avec Total Petrofina, continue avec le support continu de ses actionnaires, le développement et l'amélioration des technologies relatives aux lactide et PLA.

Galactic S.A. clôture l'exercice avec un bénéfice net de € 0,6 million (comparé à € 3,1 millions l'année dernière) et ne distribuera pas de dividende cette année.

III. Participations dans le secteur immobilier

Devolder S.A. (Belgique) - filiale consolidée

L'immeuble a connu une légère baisse du taux d'occupation ainsi que du taux de loyers. Les façades avant et arrière ont été rénovées.

Devolder clôture l'exercice avec un EBITDA de € 85.931 et un bénéfice à affecter de € 110.328.

DESCRIPTIF

Un immeuble de rapport rue de Rollebeek à Bruxelles, comprenant :

- 2 rez-de-chaussée commerciaux
- 5 appartements meublés

JV Kin S.A. (Luxembourg) - filiale non consolidée

Cette filiale détenue en association à 50/50 avec Unibra, a clôturé son 1^{er} exercice social de 10 mois avec un bénéfice net de € 13.300. Ses filiales immobilières Congo Fer sprl et Socagrim sprl établies à Kinshasa connaissent de bons taux d'occupation et ont clôturé l'exercice 2012 avec des légères pertes.

La villa en bordure du fleuve a été démolie pour faire place à la construction d'un immeuble de haut standing de 11 appartements à donner en location.

DESCRIPTIF

- Le terrain de Socagrim avec un établissement pour la promotion du Kwilu Rum de la Compagnie Sucrière
- Un terrain à bâtir en bordure du fleuve
- Une villa de rapport de haut standing au bord du fleuve
- Un immeuble de rapport mixte (bureaux et appartements) dans le centre des affaires

SC (société civile) et SCA (société civile anonyme) des Galeries Royales Saint-Hubert (Belgique) - participations non consolidées

Finasucre détient 12,85% de la SC, laquelle détient 75% de la SCA au côté de Finasucre (25%). La SCA possède et exploite le vaste ensemble immobilier des Galeries Royales Saint-Hubert et poursuit son programme de réhabilitation (initié en 2010) pour améliorer le rendement locatif de l'ensemble.

Notre participation dans la SCA était assortie d'un prêt à moyen terme, à présent converti en capital, en parallélisme avec la SC, notre partenaire. L'augmentation de capital de € 9 millions de la SCA a été suivie d'une réduction pour absorber toutes les pertes antérieures et restaurer sa capacité de distribuer des dividendes.

La SC clôture l'exercice au 31 décembre 2012 par un bénéfice € 0,2 million (comparé à un bénéfice de € 0,3 million en 2011).

La SCA clôture l'exercice 2012 avec un bénéfice de € 0,2 million (comparé à une perte de € 0,4 million en 2011).

DESCRIPTIF

Construite en 1845, la galerie est classée et est idéalement située au cœur de Bruxelles

- Superficie locative : env. 40.000 m² de magasins, bureaux, appartements et espaces culturels

- Chiffres clés de la SCA ('000€)

	31/12/12	31/12/11
Revenus locatifs	3.657	3.360
EBITDA	1.869	1.464

Aedifica (Sicafi en immobilier résidentiel) (Belgique) - participation non consolidée

En prenant notre part dans la dernière augmentation de capital en novembre, notre participation est restée de 5,43% dans cette sicafi, cotée en bourse de Bruxelles. Elle développe son portefeuille immobilier en Belgique (€ 65 millions investis durant l'exercice) en respectant un ratio strict d'endettement à moyen et long terme. La durée moyenne résiduelle des baux en cours est de 18 ans.

Aedifica a clôturé l'exercice au 30 juin 2012 avec un bénéfice de € 15,3 millions avant IAS 39 et 40 (€ 12,1 millions en 2011) et de € 15,3 millions après (€ 25,3 millions en 2011).

DESCRIPTIF

- Composition du portefeuille immobilier : 543 appartements résidentiels - 295 appartements meublés - 37 sites de maisons de repos et 6 hôtels comprenant 457 chambres. Au total 293.000m² bâtis.

- Chiffres clés ('000€)

	30/06/12	30/06/11
Revenus locatifs	34.340	28.857
Résultat net (part du groupe)	15.338	25.321
Juste valeur des immeubles	593.000	518.000

IV. Participations dans le secteur des ingrédients naturels

SGD SAS et Naturex S.A. (France) - participation non consolidée

Durant l'exercice 2011/2012, Finasucre avait pris une participation de 58,2% (qui a été augmentée de 1,8% durant l'exercice, soit 60% actuellement), dans la société française SGD (société en commandite par actions), dont le seul actif consiste en une participation de 21,09% dans la société française Naturex S.A., cotée à la bourse de Paris. SGD en est l'actionnaire de référence. Le partenaire de Finasucre, commandité dans SGD, était le fondateur de Naturex, Jacques Dikansky. Après son décès inopiné à la fin

de l'été 2012, sa famille a souhaité céder ses actions dans SGD au groupe Finasucre. Un accord de reprise de celles-ci par notre filiale Iscal Sugar S.A. a été conclu en février dernier. Le groupe contrôle désormais 98,8% de SGD, transformée depuis en société anonyme simplifiée basée à Avignon, avec pour partenaires minoritaires des personnes membres de l'exécutif de Naturex.

La participation dans Naturex n'est pas consolidée dans les comptes de SGD.

Naturex S.A. (France) - participation non consolidée

Créée en 1992 à Avignon par Jacques Dikansky, Naturex connaît depuis 20 ans une croissance interne et externe très forte (+ 18,2% de hausse des ventes en 2012), qui en fait le leader mondial des ingrédients naturels de spécialités d'origine végétale à destination des industries agroalimentaires, nutraceutiques, pharmaceutiques et cosmétiques. Elle produit dans le monde sur 15 sites industriels et dispose d'un réseau commercial intégré dans 20 pays.

Naturex développe des relations étroites avec ses partenaires d'approvisionnement, avec qui elle partage les règles éthiques essentielles à une collaboration responsable et durable. Naturex contrôle toutes les étapes du processus de production, de la sélection des matières premières au produit fini, à travers une démarche de qualité des plus rigoureuses.

Sa croissance se répartit tant géographiquement (en Europe ainsi qu'aux Amériques et en Asie/Océanie) qu'en catégories de marché (alimentation/boissons, soins de la personne, nutriment et santé et extraction à façon).



Romarin

Le site de Naturex (www.naturex.com) est amplement descriptif sur ses activités, sa croissance, ses objectifs et ses informations financières.

DESCRIPTIF

- **15 sites industriels dans le monde**
- **Marchés répartis en 3 zones géographiques :**

	% du chiffre d'affaires
Europe/Afrique	47,5%
Amériques	40,3%
Asie/Océanie	12,2%

- **Marchés répartis dans 4 secteurs :**

	% du chiffre d'affaires
Food & Beverage	63,0%
Nutrition & Health	30,8%
Extraction à façon et divers	4,6%
Personal Care	1,6%

- **Chiffres clés (M€)**

	31/12/12	31/12/11
Chiffre d'affaires	299,8	253,6
Marge brute	175,5	148,6
Résultat opérationnel	37,6	28,5
Résultat net (part du groupe)	22,9	15,6

V. Autres participations

BeCapital Private Equity (Sicar) (Luxembourg)

La participation de Finasucré dans cette société luxembourgeoise à capital variable est de 6,74%. Elle est spécialisée dans des entreprises développant des technologies et produits écologiquement responsables.

Ses projets se développent plus difficilement qu'escompté, et des réductions de valeur ont été actées.

BeCapital clôture l'exercice au 31 décembre 2012 avec une perte de € 15,7 millions (comparé à une perte de 19,2 millions en 2011).

DESCRIPTIF

Investissements actuels :

- **Northern Power Systems (US) : turbines pour éoliennes**
- **Helveta Ltd (UK) : plateforme de traçabilité pour produits tropicaux**
- **Goëmar (F) : extraction de molécules actives dans des algues**
- **Pavatex (CH) : production d'isolants en fibre de bois pour la construction**
- **Verdesis (B) : production de biogaz**

The Green Drinks Cy (Holdings) Ltd (Royaume-Uni)

Le développement et la commercialisation des machines de distribution de boissons froides, dont la particularité est de réaliser le mélange des concentrés au point de distribution avec de l'eau du réseau filtrée et au moment de l'achat par le consommateur, n'a pas connu le succès escompté, et les négociations pour une augmentation de capital par un fonds de venture capital n'ont pas abouti. La société est actuellement en liquidation et une provision a été constituée pour réduire la valeur de nos obligations convertibles à € 1.



VISER LA PERFORMANCE

ET LA RENTABILITÉ

SITUATION FINANCIÈRE

Commentaires sur les comptes consolidés du groupe au 31 mars 2013

Nous commentons ci-après les comptes consolidés du groupe qui figurent dans les ANNEXES A. du présent rapport.

L'évolution des activités du groupe et les évènements majeurs évoqués dans ce rapport ressortent dans la comparaison des comptes consolidés, aussi bien dans le bilan que dans le compte de résultats. L'absorption de Groupe Sucrier par Finasucre n'a aucun effet significatif dans les comptes consolidés

car elle a été réalisée en respectant la neutralité comptable. Les données financières relatives à nos filiales australiennes sont comptabilisées en dollars australiens (AUD) et traduites en EUR dans les comptes consolidés en utilisant les taux repris ci-dessous.

Taux des devises	moyen 12 mois				Taux des devises	moyen 12 mois			
	au 31-03-2013	au 31-03-2012	1-04-2012 31-03-2013	1-04-2011 31-03-2012		au 31-03-2013	au 31-03-2012	1-04-2012 31-03-2013	1-04-2011 31-03-2012
1 AUD =EUR	0,8125	0,7791	0,8014	0,7594	1 AUD =USD	1,0404	1,0405	1,0315	1,0448
	+ 4,3%		+ 5,5%			- 0,0%		- 1,3%	

L'AUD s'est encore significativement apprécié par rapport à l'EUR, alors que par rapport à l'USD il s'est quelque peu déprécié. L'USD est monnaie dans laquelle Bundaberg Sugar conclut la plupart de ses contrats de vente de sucre roux.

Les données financières de nos filiales établies en Chine et aux USA résultent de la traduction en EUR de leur monnaie de comptabilisation (respectivement le CNY et l'USD), dont les variations durant les douze derniers mois sont moins significatives dans le bilan et dans le compte de résultat consolidés.

BILAN

Le bilan consolidé reflète, à travers nos filiales consolidées, les activités sucrières, les produits dérivés et la recherche-développement en Belgique, aux Pays-Bas, en Australie, en Chine et aux USA, durant les douze mois de l'exercice sous revue. Les chiffres comparatifs de l'exercice précédent portent également sur une période de douze mois.

Nos filiales australiennes appliquent les principes IFRS australiens depuis sept ans.

Leurs comptes sont consolidés comme tels au niveau du groupe, sous réserve de retraitements particuliers qui sont décrits plus spécifiquement ci-après.

Des écarts significatifs observés dans les principales rubriques du bilan par rapport à l'année précédente proviennent d'une nouvelle appréciation de + 4,3% (après + 7% l'exercice précédent) de la monnaie australienne (AUD) par rapport à l'EUR, observée aux dates des bilans. L'intégration globale des postes actifs et passifs de notre filiale consolidée Finasucre Investments (Australia) Pty Limited, convertis en EUR au cours de clôture, produit la quasi totalité de l'écart de conversion positif de € 52,8 millions repris dans les fonds propres consolidés.

Les commentaires qui suivent soulignent les écarts les plus significatifs observés dans les principales rubriques du bilan par rapport à l'année précédente, comprenant l'effet monétaire signalé ci-avant.

Ecart de consolidation (- € 7 millions) : la réduction de cette rubrique correspond à l'amortissement annuel (20%) des

goodwills provenant des rachats d'actions propres antérieurs réalisés par Iscal.

Immobilisations corporelles (+ € 81,5 millions) : la vente des terres agricoles de Bundaberg dans le Nord Queensland a globalement été compensée par l'achat de terres à Bundaberg et d'un immeuble de rapport à Brisbane. L'essentiel de cette augmentation provient de la réévaluation des immobilisations corporelles de Bundaberg (selon les règles IFRS d'adaptation à la valeur de marché), appliquée périodiquement selon un rapport d'un expert indépendant.

Immobilisations financières (+ € 46,7 millions) : d'une part, le renforcement du groupe dans le contrôle de SGD (Naturex), la participation dans l'augmentation de capital d'Aedifica et, d'autre part, les réductions de valeur actées sur BeCapital et sur les obligations convertibles Green Drinks expliquent cet écart.

Créances à plus d'un an (- € 0,3 million) : durant l'exercice, l'Etat congolais a remboursé ce montant sur la créance

que détenait Groupe Sucrier (désormais Finasucre).

Stocks et commandes en cours d'exécution (+ € 31,4 millions) : chez Iscal Sugar (+ € 13,9 millions), le niveau global des stocks a augmenté en volume ainsi que le coût direct (essentiellement le prix de la betterave); chez Bundaberg (+ € 16,2 millions), le stock en volume a augmenté avec la production et les travaux en cours de Bundaberg Walkers sont également en augmentation ; les stocks dans le groupe Galactic ont quelque peu augmenté.

Créances à un an au plus (+ € 7,6 millions) : les créances commerciales dans l'ensemble du groupe sont en rapport avec les niveaux de vente, influencées à la hausse par l'allongement des délais de paiement de clients et par l'appréciation des devises (USD et CNY).

Placements de trésorerie (- € 21,2 millions) : d'une part, la diminution des trésoreries de Finasucre avec celle reprise de Groupe Sucrier (- € 6,5 millions) pour financer l'acquisition d'immobilisations financières de participations et, d'autre part, l'utilisation

de la trésorerie de Galactic pour augmenter le capital de Futerro et réduire son endettement bancaire (- € 13,9 millions), expliquent en grande partie cette variation nette de la trésorerie du groupe.

Plus-values de réévaluation (+ € 47,4 millions) : cet écart positif correspond à la réévaluation (nette d'impôt différés y afférents) des immobilisations corporelles de Bundaberg, décrite ci-avant.

Réserves (+ € 92,4 millions) : la majeure partie de cet accroissement provient du transfert en réserves de l'écart de première consolidation de Groupe Sucrier (€ 56,8 millions) enregistré il y a plus de 20 ans. Ce transfert résulte de l'absorption de Groupe Sucrier dans Finasucre. L'autre partie de cet accroissement provient de l'augmentation des réserves (part du groupe) générées par les résultats de l'exercice des sociétés consolidées.

Ecart de consolidation (- € 56,8 millions) : voir le commentaire précédent.

Ecart de conversion (+ € 10 millions) : voir le commentaire ci-dessus à ce sujet.

Provisions pour risques et charges et impôts différés (+ € 22,1 millions) : il n'y a pas d'écart significatif dans les provisions pour risques et charges. Cet écart est principalement lié à l'effet fiscal différé de la réévaluation des immobilisations corporelles de Bundaberg.

Dettes à un an au plus (+ € 42,1 millions) : les dettes financières augmentent globalement de € 29,3 millions, surtout chez Iscal Sugar, pour financer l'acquisition de sa participation dans SGD (Naturex). Les dettes commerciales augmentent de € 6,6 millions (+ € 5,5 millions chez Iscal Sugar en dettes betteraves). Les acomptes reçus sur commandes enregistrées chez Bundaberg Walkers augmentent de € 6,6 millions.

Comptes de régularisation au passif (- € 15,6 millions) : c'est dans cette rubrique que sont reprises chez Bundaberg les pertes (nettes des gains), potentielles car non réalisées, sur les contrats de vente à terme de sucre et de devises selon les principes comptables australiens 'Marked-to-Market' ; elles sont en diminution de € 12,4 millions.

RESULTATS

Le tableau ci-après reprend les résultats consolidés :

En '000 €	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires	488.417	464.221
Cash flow d'exploitation (EBITDA)	73.358	66.836
Amortissements ordinaires	(16.624)	(15.770)
Résultats avant éléments financiers et exceptionnels (EBIT)	56.734	51.066
Résultats financiers courants	450	1.720
Amortissement des goodwill de consolidation	(6.967)	(6.967)
Résultats financiers non courants	12.390	11.364
Résultats avant éléments exceptionnels	62.607	57.184
Résultats exceptionnels	4.420	(1.283)
Impôts	(17.723)	(18.967)
Résultat net des entreprises consolidées	49.304	36.933

L'appréciation moyenne de l'AUD par rapport à l'EUR (+ 5,5%) a une influence peu significative sur les écarts constatés du compte de résultats. Ce sont donc essentiellement les niveaux d'activités des entreprises consolidées qui expliquent les écarts constatés.

Ventes et prestations (+ € 24,8 millions) : cette augmentation s'explique principalement par

- chez Iscal (+ € 39 millions) : une augmentation du volume vendu et également grâce à un niveau général des prix de vente du marché plus élevés ;

- chez Bundaberg (- € 4,5 millions) : un chiffre d'affaire stable, mais un niveau des stocks en diminution ;
- chez Galactic (+ € 3,4 millions) : l'augmentation du volume des ventes ;
- chez Finasucre (- € 3,3 millions) : les ventes destinées à la Compagnie Sucrière qui sont en diminution, car la mauvaise campagne 2012 l'oblige à restreindre les dépenses d'entretien et d'investissements.

L'ensemble des facteurs de coûts (hors amortissements) dans les filiales consolidées est en augmentation de € 13,9 millions et reste en rapport avec leur niveau d'activités. Le coût des approvisionnements est stable, les services et bien divers augmentent de € 5,1 millions (travail à façon et coût des transports) et le coût du personnel a peu augmenté. Bundaberg a constitué une provision pour risques et charges de € 3,7 millions pour faire face à des remises en état des installations endommagées par les inondations.

Cash flow d'exploitation (EBITDA) (+ € 6,5 millions) : les EBITDA d'Iscal Sugar

et de Galactic progressent respectivement de € 9 millions et € 2,5 millions, tandis que ceux de Bundaberg et de Finasucre (activité commerciale) sont en diminution respectivement de - € 3,7 millions et de - € 1,2 million.

Résultats avant éléments financiers et exceptionnels (EBIT) (+ € 5,6 millions) : même explication sur cet écart que pour l'EBITDA car les amortissements ordinaires ont peu varié.

Résultats financiers courants (- € 0,2 million) : la diminution des produits financiers de € 4,7 millions est compensée avec celle de charges financières de € 4,5 millions.

Amortissement des goodwill de consolidation : inchangé car il n'y a pas eu de nouveau goodwill enregistré dans l'exercice.

Résultats exceptionnels (+ € 5,7 millions) : peu d'écart dans les charges exceptionnelles. C'est le profit réalisé sur la vente des terres de Bundaberg dans le Nord

Queensland qui explique l'augmentation des résultats exceptionnels.

Impôts (- € 1,3 million) : pour l'ensemble des sociétés consolidées, l'impôt est le reflet des taux appliqués sur les résultats taxables. L'impôt total est en revanche inférieur à cause d'un prélèvement sur impôts différés chez Bundaberg, réduisant le taux d'impôt appliqué sur ses résultats.

L'ANNEXE aux comptes consolidés décrit plus amplement l'évolution des composantes du bilan et du compte de résultats consolidé du groupe.

Commentaires sur les comptes annuels de Finasucre S.A. au 31 mars 2013

Nous commentons ci-après les comptes annuels de Finasucre S.A. qui figurent dans les ANNEXES B. du présent rapport.

La comparaison du bilan et des résultats de Finasucre avec l'exercice précédent montre d'importants écarts. Finasucre a repris les actifs et les passifs de Groupe Sucrier, tels

qu'ils existaient au 30 septembre 2012, date de la prise d'effet comptable de l'absorption de cette filiale par Finasucre. Les revenus et les charges générés par la poursuite par Finasucre des activités de Groupe Sucrier à partir du 1^{er} octobre 2012 se sont ajoutés aux comptes de résultats de Finasucre de l'exercice sous revue.

Ces opérations ont été comptabilisées en neutralité comptable et en appliquant les mêmes règles d'évaluation que celles qui prévalaient chez Groupe Sucrier.

BILAN

Actifs immobilisés

Immobilisations incorporelles et corporelles (+ € 0,1 million) : peu significatives (origine Groupe Sucrier).

Immobilisations financières (+ € 40,8 millions) : cet accroissement global provient (i) de la reprise des participations de Groupe Sucrier (et des réductions de valeur afférentes) dans Iscal Sugar, Galactic, Compagnie Sucrière et Devolder, (ii) de l'annulation de 100% des

parts sociales Groupe Sucrier détenues par Finasucre et (iii) des actions nouvelles acquises par Finasucre dans SGD (Naturex), dans Aedifica (augmentation de capital), dans la SC Galeries Royales Saint-Hubert, dans la SCA Galeries Royales Saint-Hubert (conversion de la créance en capital) et dans BeCapital (souscription et réduction de valeur).

Actifs circulants

Créance à plus d'un an (+ € 1,4 million) : reprise de la créance sur l'Etat congolais détenue par Groupe Sucrier depuis 1980 (suite aux accords de rétrocession des actions Compagnie Sucrière).

Créances à un an au plus : les créances commerciales proviennent de la poursuite de l'activité commerciale et d'assistance au management qu'exerçait Groupe Sucrier. Les autres créances sont le montant de notre avance à court terme renouvelable faite à Bundaberg Sugar, réduite d'AUD 4 millions par rapport à l'an passé.

Placements de trésorerie (- € 6 millions) : hormis les obligations qui ont été conservées, les placements ont été utilisés pour financer la croissance des immobilisations financières.

Valeurs disponibles (+ € 2 millions) : essentiellement le fonds de roulement repris de Groupe Sucrier affecté aux activités commerciales et au payroll.

Comptes de régularisation (+ € 0,2 million) : composé d'intérêts à recevoir mais surtout d'achats relatifs à l'exercice suivant (activité commerciale).

Capitaux propres

Capital - Plus-values de réévaluation – Réserves : ces rubriques sont inchangées, sauf les réserves disponibles qui augmentent de € 62,9 millions selon affectation du résultat et les réserves immunisées qui augmentent de € 8,9 millions (réserves immunisées d'origine Groupe Sucrier).

Bénéfice (Perte) reporté(e) : selon affectation du résultat.

Provisions pour risques et charges

Elles sont reprises telles qu'elles figuraient dans les comptes de Groupe Sucrier et n'ont pas été modifiées.

Dettes

Dettes à un an au plus (- € 24,2 millions) : l'emprunt bancaire de € 5 millions a été remboursé. L'avance de € 21,1 millions au 30 septembre 2012 consentie par Groupe Sucrier à Finasucre a été annulée du fait de la fusion. Les autres postes de cette rubrique concernent les activités commerciales, les charges du personnel et le dividende à payer selon la répartition bénéficiaire proposée.

RÉSULTATS

Ventes et prestations (€ 1,8 million) : ce sont les facturations de l'activité commerciale et de l'assistance au management qui font apparaître l'écart important par rapport à l'exercice précédent. Hormis l'assistance au management qui se poursuit à son niveau habituel, l'activité commerciale est en net recul compte tenu des restrictions de dépenses à la Compagnie Sucrière

consécutives à sa mauvaise campagne en 2012.

Coûts des ventes et des prestations (€ 2,4 millions) : les achats sont directement liés à l'activité commerciale et dans la continuité des marges brutes pratiquées ; de même pour les services et biens divers nécessaires pour cette activité. Les rémunérations, charges sociales et pensions augmentent avec la reprise du personnel de Groupe Sucrier, aux mêmes conditions en application de la CCT 39bis.

Perte d'exploitation (- € 0,6 million) : c'est le volume anormalement bas de l'activité commerciale qui est à l'origine de cette perte.

Produits financiers (€ 23,3 millions) : les dividendes encaissés par Groupe Sucrier avant le 30 septembre 2012 (qui sont inclus dans le prix de rachat de ses parts sociales) font partie de la plus-value de fusion. Il s'agissait de € 11,7 millions de dividende Iscal Sugar, € 0,6 million de Galactic et de € 0,6 million de Compagnie Sucrière. De son côté, Finasucre a encaissé en juin 2012

un dividende de € 21,1 millions de Groupe Sucrier.

Les autres rubriques de ce poste concernent les intérêts sur les actifs circulants, les dividendes encaissés relatifs aux autres immobilisations financières et les plus-values réalisées sur actions/obligations en portefeuille de placement.

Charges financières (€ 0,9 million) : elles diminuent fortement (- € 2,5 millions) car l'exercice précédent avait enregistré d'importantes moins-values réalisées sur cession d'actions/obligations en portefeuille de placement.

Produits exceptionnels (€ 50,1 millions) : la plus-value de fusion enregistrée lors de l'absorption de Groupe Sucrier est de € 50.043.620. Elle correspond au surplus entre la valeur d'inventaire des parts sociales Groupe Sucrier dans les comptes de Finasucre et la valeur de l'actif net de Groupe Sucrier au 30 septembre 2012 absorbé par Finasucre. Ce produit financier n'entre pas dans la base imposable de Finasucre.

Charges exceptionnelles (€ 2,9 millions) : l'évaluation des actions détenues dans BeCapital et des obligations convertibles The Green Drinks Company ont conduit à acter des réductions de valeur pour ce montant, celles-ci étant considérées comme ayant un caractère durable.

Impôts sur le résultat (€ 0,1 million) : Finasucre a très peu de revenus imposables (les dividendes sont sous régime des R.D.T., la plus-value de fusion n'est pas imposable, etc.) et utilise la déduction d'intérêts notionnels de la base imposable, introduite dans la législation fiscale. C'est la raison pour laquelle l'impôt estimé est fort peu en rapport avec le résultat avant impôts.

Information complémentaire sur la couverture des risques financiers

Finasucre a eu recours à la couverture des risques de change sur ses opérations en devises étrangères.

Affectations et prélèvements, élections statutaires

Affectations et prélèvements

Le bénéfice de l'exercice s'élève à € 59.452.137 auquel s'ajoute un report à nouveau de l'exercice précédent de € 31.548.125 pour former un bénéfice répartisable de € 91.000.262 que nous vous proposons de répartir comme suit :

Dividende brut aux 80.000 actions	€ 9.600.000
Affectation aux autres réserves	€ 62.365.610
Résultat reporté à nouveau	€ 19.034.652

Si vous approuvez cette proposition de répartition, le dividende net, après déduction du précompte mobilier de 25%, sera de € 90,00 contre € 87,00 l'année précédente.

Il sera payable à partir du 26 juillet 2013.

Élections statutaires

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous demandons de donner décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leur mandat pour la période clôturée au 31 mars 2013.

Les mandats d'administrateur du Comte Paul Lippens et du Comte Guillaume d'Arschot Schoonhoven viennent à échéance à l'issue de l'assemblée. Ils sont rééligibles et nous vous proposons de les réélire pour un nouveau mandat d'administrateur de trois ans.

Approbation des comptes annuels de Groupe Sucrier S.A. au 30 septembre 2012

Le rachat par Finasucre S.A. des parts sociales minoritaires de Groupe Sucrier S.A., réalisé le 17 décembre 2012, en a fait son seul et unique actionnaire et la dissolution sans liquidation de cette filiale a été actée le 18 janvier 2013.

De ce fait, c'est à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Finasucre S.A. du 25 juillet 2013 qu'il reviendra (i) d'approuver les comptes annuels de Groupe Sucrier pour l'exercice de six mois du 1^{er} avril 2012 au 30 septembre 2012, (ii) de décider de ne pas établir de comptes consolidés et de rapport de gestion de ceux-ci pour cette période, ces comptes étant consolidés dans Finasucre S.A. et (iii) de donner décharge à chacun des administrateur et au commissaire pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de la dissolution de la société.

Informations complémentaires

Risques et incertitudes

Outre les informations reprises dans le rapport d'activités, nous résumons ci-dessous les points qui nous semblent essentiels pour décrire les risques et incertitudes qui pourraient affecter le cours de nos activités :

- Quoique la restructuration du secteur sucrier européen ait produit des effets sur l'équilibre du bilan annuel sucrier,

les activités en Europe dépendent de l'évolution du nouveau régime sucre qui échoit en 2014/2015 ;

- Les opérations en Australie dépendent de l'évolution du marché mondial du sucre roux, dont une partie fait l'objet de couvertures par des instruments financiers du type achat/vente à terme ;
- Les fluctuations du prix des combustibles ont un impact direct sur nos sociétés, non seulement sur le prix du carburant et des combustibles fossiles, mais aussi sur les engrais, le transport, les emballages ; les usines de sucre roux atténuent cet impact par l'utilisation de la bagasse comme combustible ;
- Les filiales sont sensibles à l'évolution des devises (AUD/USD pour l'Australie et EUR/USD ainsi que USD/CHN pour Galactic) et à celle des taux d'intérêts ;
- Les aléas climatiques sont susceptibles d'affecter nos activités (gel, cyclones, sécheresse, inondations,...) ;
- Nos filiales en République Démocratique du Congo sont confrontées aux risques engendrés par la situation politique du pays.

Environnement, personnel, clients

Le groupe s'applique à respecter l'environnement dans toutes ses activités. Il observe les lois et les normes en vigueur dans les pays où il est actif.

Récemment confronté à des fermetures d'usine et aux rationalisations qui en résultent, le groupe a agi dans le respect des lois sociales en vigueur, tout en encourageant le dialogue social ainsi qu'un processus de transition sans heurts. Les conflits sociaux ne peuvent pas toujours être évités, mais tous les efforts sont fournis pour en atténuer les effets.

Notre personnel technique garantit un environnement de travail sûr, en accord avec les lois en vigueur dans chaque pays.

Afin d'offrir la meilleure qualité possible à nos clients, nos différentes filiales ont obtenu les normes de certification les plus élevées.

Autres informations

- Le Conseil d'Administration n'a pas connaissance de circonstances ou d'évènements postérieurs à la date du bilan, autres que ceux décrits ci-avant, qui sont susceptibles d'affecter le cours normal des activités de la société.
- La société ne détient aucune succursale.
- La société n'a exercé aucune activité distincte en matière de recherche et développement.
- Aucune action propre de la société n'a été acquise par aucune filiale directe.
- Le Conseil d'Administration signale que, pour l'exercice sous revue, aucune décision n'a été prise et qu'aucune opération n'a été décidée, qui tomberait dans le champ d'application de l'article 523 du Code des Sociétés, relatif aux intérêts opposés des administrateurs.

Ce rapport de gestion sera déposé conformément aux dispositions légales et conservé au siège social.

Le Conseil d'Administration
20 juin 2013



ANNEXES

A. COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE	
AU 31 MARS 2013	37
Bilan, comptes de résultats consolidés et annexes	37
Méthodes de consolidation et règles d'évaluation	47
Rapport du Commissaire	54
B. COMPTES ANNUELS DE FINASUCRE S.A.	
AU 31 MARS 2013	56
Bilan, comptes de résultats, annexes et règles d'évaluation	56
Rapport du Commissaire	71

Bilan consolidé (après répartition) au 31 mars 2013

		en '000 €	
ACTIF		31-03-2013	31-03-2012
Actifs immobilisés		518.454	396.397
I.	Frais d'établissement	-	-
II.	Immobilisations incorporelles	5.133	4.364
III.	Ecarts de consolidation (positifs)	9.052	16.019
IV.	Immobilisations corporelles	363.970	282.455
	A.Terrains et constructions	236.902	162.434
	B.Installations, machines, outillage	109.041	99.613
	C.Mobilier et matériel roulant	2.183	2.314
	D.Location-financement et droits similaires	1.178	1.425
	E.Autres immobilisations corporelles	306	230
	F.Immobilisations en cours et acomptes versés	14.358	16.439
V.	Immobilisations financières	140.300	93.559
	C.Autres immobilisations financières		
	1.Participations, actions et parts	140.103	90.584
	2.Créances et cautionnements en numéraires	197	2.975
Actifs circulants		232.548	215.745
VI.	Créances à plus d'un an	1.442	1.721
	B.Autres créances	1.442	1.721
	C.Impôts différés	-	-
VII.	Stocks et commandes en cours d'exécution		
	A.Stocks	108.308	82.880
	1.Approvisionnements	34.301	19.560
	2.En-cours de fabrication	55.559	41.898
	3.Produits finis	18.226	21.268
	4.Marchandises	222	154
	6.Acomptes versés		
	B.Commandes en cours d'exécution	11.454	5.464
VIII.	Créances à un an au plus	89.762	82.114
	A.Créances commerciales	77.618	69.851
	B.Autres créances	12.144	12.263
IX.	Placements de trésorerie	6.005	27.248
	B.Autres placements	6.005	27.248
X.	Valeurs disponibles	14.220	14.039
XI.	Comptes de régularisation	1.356	2.278
TOTAL ACTIF		751.002	612.141

Bilan consolidé (après répartition) au 31 mars 2013

		en '000 €	
PASSIF		31-03-2013	31-03-2012
Capitaux propres		500.949	408.096
I.	Capital	1.786	1.786
	A.Capital souscrit	1.786	1.786
III.	Plus-values de réévaluation	61.825	14.416
IV.	Réserves consolidées	382.594	290.200
V.	Ecarts de consolidation (négatifs)	34	56.858
VI.	Ecarts de conversion	52.796	42.803
VII.	Subsides en capital	1.916	2.033
VIII.	Intérêts de tiers	22.421	21.144
Provisions, impôts différés et latences fiscales		34.356	12.305
IX.	A. Provisions pour risques et charges	15.168	10.718
	1.Pensions et obligations similaires	1.969	1.667
	3.Gros entretiens et réparations	992	1.247
	4.Autres risques et charges	12.207	7.804
	B. Impôts différés et latences fiscales	19.187	1.587
Dettes		193.276	170.597
X.	Dettes à plus d'un an	11.412	15.297
	A.Dettes financières		
	3.Dettes de location-financement et assimilées	420	930
	4.Etablissements de crédit	6.203	9.509
	5.Autres emprunts	1.083	1.149
	D.Autres dettes	3.707	3.708
XI.	Dettes à un an au plus	160.859	118.735
	A.Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	4.191	4.093
	B.Dettes financières		
	1.Etablissements de crédit	50.482	21.719
	2.Autres emprunts	13.612	13.186
	C.Dettes commerciales		
	1.Fournisseurs	60.223	53.655
	D.Acomptes reçus sur commandes	9.975	4.316
	E.Dettes fiscales, salariales et sociales		
	1.Impôts	3.527	3.224
	2.Rémunérations et charges sociales	7.315	7.281
	F.Autres dettes	11.534	11.260
XII.	Comptes de régularisation	21.005	36.565
TOTAL PASSIF		751.002	612.141

Compte de résultats consolidé au 31 mars 2013

		en '000 €		
		31-03-2013		31-03-2012
I.	Ventes et prestations		500.041	479.670
	A.Chiffre d'affaires	488.417		464.221
	B.Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution [augmentation,(réduction)]	1.098		8.926
	C.Production immobilisée	830		556
	D.Autres produits d'exploitation	9.697		5.968
II.	Coût des ventes et prestations		(443.308)	(428.604)
	A.Approvisionnements et marchandises			
	1.Achats	295.773		256.221
	2.Variation des stocks [(augmentation), réduction]	(28.405)		11.227
	B.Services et biens divers	80.172		75.062
	C.Rémunérations, charges sociales et pensions	63.175		60.575
	D.Amortissements et réduction de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	16.624		15.770
	E.Réduction de valeur sur stocks, sur commandes en cours et sur créances commerciales [dotations,(reprises)]	50		455
	F.Provisions pour risques et charges [dotations,(utilisations et reprises)]	3.811		(3.161)
	G.Autres charges d'exploitation	12.108		12.455
	H.Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration			
III.	Bénéfice (Perte) d'exploitation		56.734	51.066
IV.	Produits financiers		16.794	21.500
	A.Produits des immobilisations financières	1.557		1.549
	B.Produits des actifs circulants	1.291		2.540
	C.Autres produits financiers	13.946		17.411
V.	Charges financières		(10.920)	(15.383)
	A.Charges des dettes	2.201		2.149
	B.Amortissements sur écarts de consolidation positifs	6.967		6.967
	C.Réductions de valeurs sur actifs circulants autres que ceux sub II.E [dotations,(reprises)]	197		221
	D.Autres charges financières	1.556		6.047
VI.	Bénéfice (Perte) courant avant impôts		62.607	57.184
VII.	Produits exceptionnels		10.313	4.355
	B.Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	-		233
	D.Plus-values sur réalisations d'actifs immobilisés	9.769		4.058
	F.Autres produits exceptionnels	544		64

VIII.	Charges exceptionnelles		(5.893)		(5.638)
	B.Réductions de valeurs sur immobilisations financières	2.942		1.615	
	D.Provisions pour risques et charges exceptionnelles [dotations,(utilisations)]	749		205	
	E.Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés	2.199		533	
	F.Autres charges exceptionnelles	3		3.286	
IX.	Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts		67.028		55.900
X.	A.Prélèvements sur impôts différés et latences fiscales		3.828		52
	B.Transfert aux impôts différés et latences fiscales		(378)		(845)
XI.	Impôts sur le résultat		(21.173)		(18.174)
	A.Impôts	21.731		18.174	
	B.Régularisation d'impôts et reprises de provisions fiscales	(557)		-	
XII.	Bénéfice (Perte) de l'exercice		49.304		36.933
XIII.	Quote-part dans le bénéfice (la perte) des sociétés mises en équivalence				
XIV.	Bénéfice (Perte) consolidé(e)		49.304		36.933
	A.Part des tiers	3.494		892	
	B.Part du groupe	45.810		36.042	

I. Etat des frais d'établissement

		en '000 €
		Frais d'établissement
a)	Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	11
b)	Mutations de l'exercice	
	- Amortissements	(11)
c)	Valeur comptable nette au terme de l'exercice	0

II. Etat des immobilisations incorporelles

		en '000 €		
		Frais de recherche et de développement	Concessions, brevets, licences, etc...	Goodwill
a)	Valeur d'acquisition			
	Au terme de l'exercice précédent	2.640	2.772	11.013
	Mutations de l'exercice :			
	- Acquisitions y compris la production immobilisée	1.683	104	-
	- Cessions et désaffectations	(14)	(75)	-
	- Variation de périmètre	-	-	(11.013)
	- Ecart de conversion	-	9	-
	- Transferts d'une rubrique à une autre	-	-	-
	Au terme de l'exercice	4.309	2.810	-

c) Amortissements et réductions de valeur				
	Au terme de l'exercice précédent	(240)	(809)	(11.013)
	Mutations de l'exercice			
	- Actés	(477)	(451)	-
	- Transférés d'une rubrique à une autre	-	-	11.013
	- Variation de périmètre	-	(9)	-
	- Ecart de conversion	-	-	-
	Au terme de l'exercice	(717)	(1.270)	-
	d) Valeur comptable nette au terme de l'exercice	3.592	1.541	-

III. Etat des immobilisations corporelles

				en '000 €
		Terrains et constructions	Installations, machines et outillages	Mobilier et matériel roulant
a) Valeur d'acquisition				
	Au terme de l'exercice précédent	165.567	230.633	11.045
	Mutations de l'exercice :			
	- Acquisitions y compris la production immobilisée	18.283	4.115	682
	- Cessions et désaffectations	(15.938)	(3.850)	(862)
	- Transferts d'une rubrique à une autre	180	17.001	1
	- Variation de périmètre	-	-	-
	- Ecart de conversion	5.808	4.240	233
	Au terme de l'exercice	173.900	252.139	11.099
b) Plus-values de réévaluation				
	Au terme de l'exercice précédent	17.901	8.386	-
	Mutations de l'exercice :			
	- Plus-values actées	66.166	-	-
	- Ecart de conversion	1.628	-	-
	Au terme de l'exercice	85.694	8.386	-
c) Amortissement et réductions de valeurs				
	Au terme de l'exercice précédent	(21.034)	(139.406)	(8.731)
	Mutations de l'exercice :			
	- Actés	(1.613)	(12.805)	(747)
	- Annulés à la suite de cessions et désaffectations	182	1.992	725
	- Transférés d'une rubrique à une autre	-	-	-
	- Variation de périmètre	-	-	-
	- Ecart de conversion	(226)	(1.264)	(164)
	Au terme de l'exercice	(22.692)	(151.483)	(8.916)
	d) Valeur comptable nette au terme de l'exercice	236.902	109.041	2.183

	Location-financement et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes
a) Valeur d'acquisition			
Au terme de l'exercice précédent	2.048	431	16.439
Mutations de l'exercice :			
- Acquisitions y compris la production immobilisée	261	93	14.544
- Cessions et désaffectations	-	-	-
- Transferts d'une rubrique à une autre	-	-	(17.183)
- Variation de périmètre	-	-	-
- Ecart de conversion	6	-	558
Au terme de l'exercice	2.315	524	14.358
c) Amortissement et réductions de valeurs			
Au terme de l'exercice précédent	(623)	(201)	-
Mutations de l'exercice :			
- Actés	(513)	(16)	-
- Annulés à la suite de cessions et désaffectations	-	-	-
- Transférés d'une rubrique à une autre	-	-	-
Au terme de l'exercice	(1.136)	(218)	-
d) Valeur comptable nette au terme de l'exercice	1.178	306	14.358

IV. Etat des immobilisations financières

	en '000 €
	Autres entreprises
1. Participations, actions et parts	
a) Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	96.309
Mutations de l'exercice :	
- Acquisitions	49.345
- Transferts d'une rubrique à une autre	2.320
- Cessions et retraits	(31)
- Ecart de conversion	318
Au terme de l'exercice	148.261
c) Réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	(5.725)
Mutations de l'exercice :	
- Actées	(2.434)
- Ecart de conversion	-
- Transferts d'une rubrique à une autre	-
Au terme de l'exercice	(8.158)
d) Valeur comptable nette au terme de l'exercice	140.103

2. Créances		
	Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	4.501
	Mutations de l'exercice :	
	- Additions	7
	- Cessions et retraits	(26)
	- Réductions de valeur actées	-
	- Transférés d'une rubrique à une autre	(2.250)
	Valeur comptable nette au terme de l'exercice	2.232
	Réductions de valeur cumulées sur créances au terme de l'exercice	(2.035)

V. Etat des entreprises laissées en dehors de la consolidation et celles dans lesquelles on détient une participation significative

	Clôture de l'exercice	Monnaie	Capitaux propres (en '000)	Résultats (en '000)	% d'intérêts	
Compagnie Sucrière scarl						
	Kwilu-Ngongo (Rép. Dém. du Congo)	31/12/12	CDF	47.743.476	8.733.355	60,00%
Sugar Terminals Limited						
	348 Edward Street • Brisbane, Qld 4000 (Australie)	30/06/12	AUD	326.573	20.847	4,26%
Buderim Ginger Ltd						
	50 Pioneer Road • Yandina, Qld 4561 (Australie)	31/12/12	AUD	31.583	-632	10,63%
Bundysort Pty Ltd						
	Gin Gin Road • Bundaberg, Qld 4670 (Australie)	31/12/12	AUD	718	14	50,00%
SCA Galeries Royales Saint-Hubert						
	Galerie du Roi 5 • 1000 Bruxelles (Belgique)	31/12/12	EUR	23.303	172	34,64%
SC Galeries Royales Saint-Hubert						
	Galerie du Roi 5 • 1000 Bruxelles (Belgique)	31/12/12	EUR	22.486	197	12,85%
Aedifica (Sicafi)						
	Avenue Louise 331 • 1050 Bruxelles (Belgique)	30/06/12	EUR	267.576	15.338	5,36%
Congo Fer sprl						
	Avenue Ebeya • Kinshasa (Rép. Dém. du Congo)	31/12/12	CDF	363.402	-32.929	50,00%
Socagrim sprl						
	Bld du 30 Juin • Kinshasa (Rép. Dém. du Congo)	31/12/12	CDF	433.249	-3.243	50,00%
JV Kin S.A.						
	50 Route d'Esch • 1470 Luxembourg (Grand Duché du Luxembourg)	31/12/12	EUR	7.316	16	50,00%
SGD SAS						
	Agroparc BP 1218 • 84911 Avignon (France)	30/06/12	EUR	58.945	2.118	98,80%
Naturex S.A.						
	Agroparc BP 1218 • 84911 Avignon (France)	31/12/12	EUR	258.600	22.900	20,70%

VI. Etat des réserves consolidées

en '000 €	
	Réserves et résultats reportés
Au terme de l'exercice précédent	290.200
Annulation de réserves (rachat d'actions propres)	-
Résultat de l'exercice (part du groupe)	45.810
Transfert des écarts de consolidation	56.184
Affectation du résultat	(9.600)
Au terme de l'exercice	382.594

VII. Etat des écarts de consolidation

en '000 €		
	Ecart de consolidation	
	Positifs	Négatifs
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	16.019	(56.858)
Mutation de l'exercice :		
- Variations dues à une augmentation du % de détention	641	-
- Amortissements	(6.967)	-
- Transferts	(641)	56.824
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	9.052	(34)

VIII. Etat des dettes

en '000 €			
	Dettes (ou partie de dettes) avec une durée résiduelle de d'un an, en fonction de leur durée résiduelle		
	Un an au plus	Plus d'un an et 5 ans au plus	Plus de 5 ans
A. Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle			
Dettes financières			
1. Emprunts subordonnés	-	-	-
2. Emprunts obligataires non subordonnés	-	-	-
3. Dettes de location-financement et assimilées	510	420	-
4. Etablissements de crédit	3.609	5.817	385
5. Autres emprunts	72	1.083	-
Autres dettes	-	3.707	-
Total	4.191	11.027	385

IX. Résultats

		en '000 €	
		Exercice	Exercice précédent
Chiffre d'affaires NET		488.416	464.221
	Union Européenne	229.435	193.851
	Australie	206.983	182.149
	Autres pays	51.998	88.221
Travailleurs inscrits au registre du personnel			
	Nombre total à la date de la clôture	960	956
Frais de personnel et pensions		63.175	60.575
Provisions pour pensions			
	Dotations (+) ; utilisations et reprises (-)	-	-
Impôts sur le résultat			
	1. Impôt sur les revenus de l'exercice	21.702	18.174
	a. Impôts et précomptes dus ou versés	18.395	15.526
	b. Excédent de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif	(230)	(170)
	c. Suppléments d'impôts estimés	3.537	2.818
	d. Impôt différé	-	-
	2. Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	29	-
	a. Impôts et précomptes dus ou versés	29	-
	3. Impôts différés et latences fiscales		
	a. Latences actives	5.526	6.691
	Autres - Reprises d'excédents d'amortissements	-	-
	Intérêts notionnels - déduction reportée	5.526	6.691
	b. Latences passives	1.411	1.049
	Impôts différés	1.411	1.049

X. Droits et engagements hors bilan

		en '000 EUR	
		Exercice pour sûreté des dettes et engagements de l'entreprise	de tiers
A 2. Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres			
	Gage sur fonds de commerce et sur d'autres actifs :		
	- Montant de l'inscription	5.471	-
	- Autres actifs gagés	1.700	-
A 5. b) Engagements résultant d'opérations relatives :			
	- Aux taux de change (devises à recevoir)	-	-
	- Aux taux de change (devises à livrer)	-	-
D. Le personnel de direction et les appointés de sociétés du groupe bénéficient d'un régime de pension extralégale. Les cotisations payées en exécution des contrats d'assurance-groupe sont supportées en partie par le personnel et en partie par l'entreprise.			

XI. Relations avec les entreprises liées non comprises dans la consolidation

en '000 €		
	Entreprises liées	Entreprises avec lien de participation
1. Immobilisations financières:		
- Participations	106.600	32.877
2. Dettes :		
- A un an au plus	428	-
3. Créances :		
- A un an au plus	1.822	-

XII. Relations financières avec les administrateurs, gérants et commissaires

en '000 €	
	Exercice
A. Rémunérations directes et indirectes et pensions à charge de l'exercice, alloués aux administrateurs et gérants	689
B. Créances vis-à-vis des administrateurs et gérants	-
C. Emoluments du (des) commissaire(s)	266
D. Missions de conseils accomplies par des personnes liées au(x) commissaire(s)	16

Méthodes de consolidation et règles d'évaluation

I. REGLES DE CONSOLIDATION

Champ de consolidation

Toutes les entreprises liées ainsi que les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation sont prises en considération. Pourraient toutefois être écartées, les sociétés qui présenteraient l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes : (i) importance trop faible de la participation ; (ii) localisation dans des pays à monnaie ou à politique instables ; (iii) rupture probable des liens avec le groupe ; (iv) mise en liquidation, nationalisation ou perte d'activité ; (v) impossibilité d'exercer le pouvoir ou impossibilité d'obtenir des informations sans frais disproportionnés ou dans des délais raisonnables.

En l'occurrence :

- la situation politique actuelle en République Démocratique du Congo rend incertaine la continuation normale des activités économiques et les sociétés du groupe implantées dans ce pays ont été exclues du périmètre de consolidation. Il s'agit de la Compagnie Sucrière SCARL, de Congo Fer SPRL et de Socagrim SPRL.
- JV Kin S.A. (Luxembourg) est une filiale à 50%

où le groupe exerce un contrôle conjoint mais elle ne consolide pas ses deux filiales implantées en République Démocratique du Congo pour les mêmes raisons que celles évoquées ci-dessus. Elle n'est pas incluse dans le périmètre de consolidation par intégration proportionnelle.

- SGD SAS (France) : la commandite existant chez SGD, qui privait le groupe de l'exercice du contrôle de cette filiale, a pris fin en mars 2013 suite à sa transformation de société en commandite par actions en société anonyme simplifiée. Cette opération trop récente n'a pas permis de modifier l'exercice social de cette société pour l'arrêter au 31 mars et cette filiale n'est donc pas reprise dans le périmètre de consolidation du groupe.
- Finasucre Investment (Australia) Pty Ltd consolidée détient 50% du capital de Bundysort Pty Limited (Australie) mais cette société n'est pas reprise par intégration proportionnelle, vu la faible importance de cette participation.

Méthodes utilisées pour la consolidation

- Intégration globale ou proportionnelle

La méthode de consolidation par intégration globale est retenue lorsque l'une des deux conditions suivantes est satisfaite : (i) la participation du groupe dans le capital de sa filiale est supérieure à 50% ; (ii) on dispose du pouvoir

de contrôle, comme c'est le cas de la participation dans B&G en Chine.

Cette méthode consiste à incorporer dans les comptes de la société mère chaque élément de l'actif et du passif du patrimoine des filiales intégrées, en substitution de la valeur d'inventaire de ces participations. Elle conduit à constater une différence de consolidation et à dégager la part des tiers minoritaires. De même, les charges et produits de ces filiales sont cumulés avec ceux de la société mère et leurs résultats de l'exercice sont répartis en part du groupe et en part de tiers. Les comptes et opérations réciproques sont éliminés.

L'intégration proportionnelle est retenue lorsqu'il s'agit d'un nombre restreint d'actionnaires et que le pouvoir de contrôle est conjoint ; la participation dans Futerro en Belgique répond à ces critères. Dans ce cas, la société mère incorpore dans ses comptes, dans la proportion du pourcentage de sa participation, chaque élément de l'actif et du passif du patrimoine de la filiale intégrée, en substitution de la valeur d'inventaire de la participation. Elle conduit à constater une différence de consolidation. De même, les charges et produits de la filiale sont cumulés, dans la proportion du pourcentage de sa participation, avec ceux de la société mère. Les comptes et opérations réciproques sont éliminés.

- Mise en équivalence

Cette méthode est utilisée dans les cas où la participation du groupe dans le capital est supérieure à 20% et inférieure à 50%.

Les actifs et les passifs de la société mise en équivalence ne sont pas intégrés dans chaque rubrique du bilan consolidé, mais le compte « participations » de la société consolidante est retraité dans les états financiers consolidés pour tenir compte des variations de sa part dans l'actif net de la filiale. Le compte de résultats consolidé enregistre la part du groupe dans les résultats réalisés par la société mise en équivalence, en lieu et place des dividendes perçus ou des réductions de valeur actées.

Durant l'exercice précédent, il n'y a pas de participation du groupe traitée dans la consolidation selon cette méthode.

Durant l'exercice sous revue, la participation de 21% dans Naturex que détient notre filiale SGD devrait être traitée selon cette méthode mais, SGD n'étant pas reprise dans le périmètre de consolidation, Naturex ne l'est pas non plus.

- Différences de consolidation

Les différences provenant entre, d'une part, la quote-part dans les fonds propres des sociétés consolidées à la date d'acquisition des actions et parts ou à date proche de celle-ci et, d'autre part,

la valeur d'inventaire de ces participations à cette même date, sont imputées dans la mesure du possible aux éléments de l'actif et du passif qui ont une valeur supérieure ou inférieure à leur valeur comptable dans la comptabilité de la filiale.

L'écart qui subsiste est inscrit au bilan consolidé sous la rubrique « Ecart de consolidation positifs » ou « Ecart de consolidation négatifs » qui ne peuvent être compensés sauf pour ceux qui sont afférents à une même filiale. Les « Ecart de consolidation positifs » font l'objet d'amortissements à charge du compte de résultats consolidé sur une durée de cinq ans. Des amortissements complémentaires ou exceptionnels sont pratiqués si, en raison de modifications des circonstances économiques, leur maintien à cette valeur dans le bilan consolidé n'est plus économiquement justifié.

- Ecart de conversion

La conversion en euros des comptes des entreprises étrangères prises en consolidation est effectuée en utilisant les cours au 31 mars pour tous les postes de bilan et le cours moyen de l'exercice pour tous les postes de résultats. Dans le cas spécifique de B&G en Chine qui clôture l'exercice au 31 décembre, ce sont les cours du change à cette date qui sont utilisés de même que le cours moyen de l'exercice pour tous ses postes de résultats.

Les écarts de conversion sont portés au passif du bilan sous la rubrique « Ecart de conversion ». Ils comprennent les deux éléments suivants : (i) les différences de conversion sur fonds propres, égales à la différence entre le taux historique et le taux de clôture et (ii) les différences de conversion sur les résultats, égales à la différence entre le taux moyen et le taux de clôture de l'exercice.

- Règles d'évaluation

Les règles d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés sont les mêmes que celles appliquées pour les comptes annuels. Les règles appliquées par B&G et par Galactic Inc ne divergent pas significativement de celles de la maison-mère et aucun ajustement ne se justifie. Pour les filiales étrangères, les reclassements et retraitements comptables nécessaires ont été effectués.

Les comptes consolidés de Finasucre Investments (Australia) Pty Ltd (« FIA ») sont établis depuis sept ans selon les principes comptables et règles d'évaluation généralement admis en Australie (AIFRS). Ils n'ont pas fait l'objet de retraitements pour les besoins de leur intégration dans les comptes consolidés du groupe Finasucre.

La plupart des principes comptables et règles d'évaluation appliqués sont compatibles avec les règles d'évaluation appliquées dans les autres sociétés du groupe Finasucre et les divergences

éventuelles pouvant avoir un impact significatif sur l'interprétation des comptes consolidés du groupe sont mentionnées au cas par cas ci-après :

- selon les principes AIFRS, FIA reconnaît au bilan l'écart entre la valeur actuarielle de ses obligations de pension et la valeur de marché des actifs financiers destinés à les couvrir. La variation de cet écart d'un exercice à l'autre est partiellement reprise en capitaux propres. Pour les besoins des comptes consolidés du groupe Finasucre, cette règle d'évaluation, qui n'est pas incompatible avec les règles belges, a été maintenue, à l'exception du fait que la variation d'un exercice à l'autre est actée au compte de résultats ;
- FIA procède à des ventes à terme de sa production future. En AIFRS, leur qualification comme opérations de couverture n'a pas été retenue, de telle sorte que la valeur de marché de ces instruments dérivés est actée au compte de résultats de FIA. Pour les besoins des comptes consolidés du groupe Finasucre, les variations de valeur de marché des ces produits dérivés sont reprises dans les résultats financiers en cas de moins-value latente ; conformément aux normes comptables belges, les plus-values latentes ne sont pas reconnues ;
- lorsque FIA présente dans ses comptes une position nette active en matière d'impôts différés, ceux-ci, pour les besoins des

comptes consolidés du groupe Finasucre et conformément aux règles comptables belges, sont retraités par le compte de résultats.

Enfin, lorsqu'Isocal Sugar BV présente dans ses comptes une position active en matière d'impôts différés, elle est également retraitée et prise en résultat.

- Annulation des opérations internes

Les opérations internes au groupe affectant les actifs et passifs, telles que les participations, dettes et créances, ainsi que les résultats, tels que les intérêts, charges et produits, sont annulés dans les consolidations globales et proportionnelles. Les dividendes provenant des sociétés consolidées et mises en équivalence sont éliminés et remplacés par notre quote-part dans le résultat.

Dans le cas particulier de B&G en Chine et ses filiales, clôturant les comptes au 31 décembre, l'élimination des opérations internes avec des sociétés du périmètre de consolidation a été faite pour le plus petit montant figurant dans les postes du bilan et du compte de résultat des sociétés en relations internes pour chaque solde de bilan et poste du compte de résultats.

- Période de référence

Pour les sociétés intervenant dans la consolidation, la date de clôture des comptes est celle du 31 mars 2013, à l'exception de B&G en Chine et ses filiales qui clôturent le 31 décembre 2012. Le compte de résultats consolidé reflète douze mois d'activité pour toutes les sociétés intervenant dans la consolidation ainsi que les chiffres comparatifs relatifs à l'exercice précédent.

II. ETAT DES SOCIETES CONSOLIDEES

selon la méthode de l'intégration globale sauf Futerros S.A. (intégration proportionnelle)	Siège et Numéro d'Entreprise	% d'intérêts	% de contrôle
FINASUCRE S.A.	Av.Herrmann-Debroux, 40-42 – BE-1160 Bruxelles - Belgique N° Ent 0403 219 201	Maison- mère	-
FINASUCRE INVESTMENTS (AUSTRALIA) PTY LTD	Bundaberg (Queensland) - Australie ABN 23 062 315 593	100%	100%
FINASUCRE HOLDINGS (AUSTRALIA) PTY LTD	Bundaberg (Queensland) - Australie ABN 16 011 060 727	100%	100%
FINASUCRE AUSTRALIA PTY LTD	Bundaberg (Queensland) - Australie ABN 73 011 060 530	100%	100%
BUNDABERG SUGAR GROUP LTD	Bundaberg (Queensland) - Australie ABN 75 009 658 164	100%	100%
QUEENSLAND URBAN PROJECTS PTY LTD	Bundaberg (Queensland) - Australie ABN 28 061 990 449	100%	100%
BUNDABERG WALKERS ENGINEERING LTD	Bundaberg (Queensland) - Australie ABN 49 009 696 128	100%	100%
BUNDABERG SUGAR LTD	Bundaberg (Queensland) - Australie ABN 24 077 102 526	100%	100%
R&J FARM PTY LTD	Bundaberg (Queensland) - Australie ABN 54 112 304 855	100%	100%
NORTHERN LAND HOLDINGS LTD	Bundaberg (Queensland) - Australie ABN 33 009 657 112	100%	100%
ISCAL SUGAR S.A.	Chaussée de la Sucrierie, 1 - BE-7643 Fontenoy - Belgique N° Ent 0861 251 419	87,6%	87,6%
ISCAL SUGAR B.V.	Zuiveringweg, 14 – NL-8243 PZ Lelystad Pays-Bas	87,6%	100%
DEVOLDER S.A.	Av.Herrmann-Debroux, 40-42 - BE-1160 Bruxelles - Belgique N° Ent 0422 175 969	100%	100%
GALACTIC S.A.	Place d'Escanaffles, 23 – BE-7760 Escanaffles - Belgique N° Ent 0408 321 795	55%	55%
GALACTIC INCORPORATED	West Silver Spring Drive 2700 53209 Milwaukee – Etats-Unis	55%	100%
FUTERRO S.A.	Place d'Escanaffles, 23 – BE-7760 Escanaffles - Belgique N° Ent 0892.199.070	27,5%	50%
B&G (CONSOLIDEE AVEC B&G IMPORT-EXPORT ET B&G JAPAN)	Daqing road 73 233010 Bengbu – Chine	26,88%	60%

III. RESUME DES REGLES D'EVALUATION

ACTIF

1. Règle d'évaluation valable pour tous les actifs immobilisés (sauf les immobilisations financières)

Les actifs immobilisés sont évalués à leur valeur d'acquisition qui correspond soit au prix d'acquisition (y inclus les frais accessoires), soit au coût de revient ou soit à la valeur d'apport.

2. Frais d'établissement

Ils sont amortis sur une durée de cinq ans.

3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps sont amorties sur leur durée d'utilité ou d'utilisation probable qui est de maximum cinq ans.

Les goodwills de fusion sont dans la mesure du possible alloués à d'éventuelles sous-évaluations d'actifs ; le solde est amorti sur une durée de maximum cinq ans, en fonction de critères de durée de vie économique probable.

4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps font l'objet d'amortissements à partir de leur date d'acquisition ou de mise en service.

Les taux d'amortissement annuels sont calculés de façon linéaire ou dégressive en fonction de la durée de vie des investissements telle que définie ci-après :

- Bâtiments industriels :	20 ans
- Matériel d'exploitation :	10 ans
- Outillage :	3 ans
- Mobilier :	10 ans
- Matériel de bureau :	5 ans
- Matériel informatique :	4 ans
- Matériel roulant :	5 ans

Les bâtiments industriels de Bundaberg Sugar sont amortis de façon linéaire selon la durée de vie économique allant de 40 à 67 ans. Ses équipements et le matériel industriels sont amortis de façon linéaire selon la durée de vie économique allant de 5 à 40 ans.

Les immobilisations corporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps font l'objet de réduction de valeur en cas de moins-value ou de dépréciation durable.

Des amortissements complémentaires, exceptionnels ou accélérés, peuvent être appliqués en vertu de dispositions fiscales ou en raison de modifications de circonstances économiques ou technologiques.

5. Immobilisations financières

Les participations, actions et parts sont évaluées à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus. Des réductions de valeurs sont appliquées lorsque la

valeur estimative d'un titre est inférieure à la valeur d'inventaire, pour autant que la moins-value ainsi observée ait un caractère durable.

Lorsque la valeur des immobilisations financières présente un excédent certain et durable par rapport à la valeur comptable initiale, une réévaluation peut être opérée.

6. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur valeur d'acquisition. Les créances en monnaies étrangères sont comptabilisées en euros au cours du jour au moment de l'opération et évaluées au cours de change à la clôture de l'exercice social. Elles font l'objet de réductions de valeur si le remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis.

7. Stocks

A. Cannes sur pied

Les coûts exposés pour la production agricole de cannes à sucre par Bundaberg Sugar sont repris dans les stocks depuis le moment de la dernière récolte jusqu'à la date du bilan. Ils sont pris en consommation dans l'exercice suivant sur base du tonnage récolté.

B. Marchandises, matières premières, matières consommables et fournitures

Ces avoirs sont évalués à leur prix d'acquisition selon la méthode des prix moyens pondérés ou à la

valeur de marché à la date de clôture de l'exercice lorsque cette dernière lui est inférieure.

Des réductions de valeurs sont opérées sur les stocks obsolètes ou à rotation lente.

C. Les produits en cours de fabrication et produits finis

Ces produits sont généralement évalués selon la méthode du « direct costing ».

a) Sucre cristallisé

Ce produit est évalué selon la méthode du « direct costing » qui comprend les coûts de production suivants: les matières premières, les matières de consommation ainsi que les coûts de fabrication directs, sous déduction de la valeur des sous-produits (écumes, pulpes et mélasse).

Ceux de Bundaberg Sugar comprennent les matières premières, les matières de consommation, les coûts de fabrication directs ainsi que les coûts fixes de fabrication.

b) Sucre brut et égouts

Ces produits sont évalués sur base de la teneur en blanc déterminée par la réglementation européenne et au prix de revient du sucre cristallisé.

c) Les mélasses, pulpes et autres sous-produits sont valorisés au prix du marché.

d) L'acide lactique et les produits en cours de fabrication sont valorisés en « direct costing »

comprenant les coûts variables et les coûts fixes directs de production.

e) Les commandes et contrats en cours d'exécution sont évalués à leur coût majoré d'un pourcentage de bénéfice considéré comme acquis à la date du bilan (basé sur un taux individuel d'achèvement d'au moins 70%). Les coûts comprennent tous les coûts directs et un pourcentage de frais généraux imputés individuellement à chaque contrat.

Si les coûts exposés pour un contrat en cours d'exécution excèdent les revenus que l'on en attend, l'excédent est immédiatement pris en charge.

8. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les avoirs sont comptabilisés à leur valeur nominale et les titres de placement sont portés à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus.

A la clôture de l'exercice, ils font l'objet de réduction de valeur si la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'acquisition.

9. Comptes de régularisation

Les charges exposées pendant l'exercice, mais imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur, sont évaluées en adoptant une règle proportionnelle.

Les revenus ou fractions de revenus dont la perception n'aura lieu qu'au cours d'un ou plusieurs exercices suivants, mais qui sont à rattacher à l'exercice en cause, sont évalués au montant de la quote-part afférente au dit exercice.

PASSIF

10. Subsidés en capital

Les subsidés en capital font l'objet d'une réduction échelonnée au rythme de la prise en charge des amortissements afférents aux immobilisations pour l'acquisition desquelles ils ont été obtenus.

11. Provision pour risques et charges

A la clôture de l'exercice, les Conseils d'Administration examinent l'opportunité de constituer des provisions pour couvrir les risques ou les pertes nés au cours de l'exercice. Les impôts différés, latences fiscales actives et passives sont désormais comptabilisés chez Bundaberg Sugar selon les nouvelles normes comptables IFRS. Les effets sur le compte de résultats consolidé du groupe résultant de cette première application ont été isolés des postes correspondants afin d'en montrer l'impact et de permettre la comparaison avec les résultats de l'exercice précédent.

12. Dettes à plus d'un an

Ces dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une correction de valeur doit

obligatoirement être actée si la valeur estimée de la dette à la clôture de l'exercice est supérieure à la valeur comptable.

13. Dettes à un an au plus

Ces dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une correction de valeur doit obligatoirement être actée si la valeur estimée de la dette à la clôture de l'exercice est supérieure à la valeur comptable. Les provisions fiscales et sociales liées à l'exercice sont constituées. Les montants de provision pour le pécule de vacances sont fixés conformément aux dispositions fiscales. Les provisions sont régulièrement revues et reprises en résultats si elles sont devenues sans objet.

14. Comptes de régularisation

Les charges ou fractions de charges afférentes à l'exercice mais qui ne seront payées qu'au cours d'un exercice ultérieur sont évaluées au montant afférent à l'exercice. Les revenus perçus au cours de l'exercice, mais qui sont imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur, sont également évalués au montant qui doit être considéré comme produit pour l'exercice ultérieur. Les produits dont l'encaissement effectif est incertain sont également portés sous cette rubrique.

15. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires net enregistré par Bundaberg Sugar sur la vente du sucre roux est basé sur le « pool price » applicable par tonne de sucre, celui-

ci étant estimé par Queensland Sugar Limited, l'organisation légalement instituée pour réaliser les exportations de sucre roux du Queensland. Tout ajustement entre ce prix et le prix final réalisé est comptabilisé dans l'exercice suivant.

16. Régimes de pensions

a) Indépendamment des régimes de pension prévus par les dispositions légales en Belgique, certaines sociétés du groupe ont adopté en faveur de leur personnel de cadre et de certaines catégories d'employés, un régime de pension complémentaire. A cette fin, des contrats d'assurance groupe ont été souscrits qui sont alimentés par les cotisations à charge des assurés et des allocations à charge de l'employeur.

b) Bundaberg Sugar constitue des provisions pour les pensions de son personnel. Celles-ci sont revues chaque année de manière à pouvoir rencontrer les dépenses futures estimées, sur base du niveau futur des rémunérations et de l'ancienneté du personnel ayant droit, escomptées à la date du bilan en fonction des taux d'intérêts actuels applicables selon les échéances présumées.

17. Dérogations aux règles d'évaluation

a) La créance de € 1,3 million (rubrique VI du bilan) sur l'Etat Congolais (ex-Zaïre) résulte d'un accord de rétrocession de 60% des actions de la Compagnie Sucrière SCARL, signé en 1977. Elle est toujours considérée comme recouvrable dans sa

totalité ; on ne peut cependant se prononcer sur un échéancier précis.

b) Suite aux fusions en 1989 entre Sogesucro S.A., Suikerfabrieken van Vlaanderen N.V. et Fabrique de Sucre de Frasnes-lez-Buissenal S.A. pour constituer le Groupe Sucrier S.A., suite à l'acquisition de Devolder S.A. en 1989 et suite à la scission à effet le 1er septembre 1993 de Advanced Technics Company S.A. pour constituer Brussels Biotech S.A., tous les amortissements n'ont pas été pratiqués suivant les pourcentages définis ci-avant. Les actifs immobilisés de ces sociétés qui subsistent encore, acquis avant ces dates de fusions ou scission, ont été amortis à des taux parfois différents de ceux mentionnés ci-avant.

c) Conformément aux dispositions fiscales, les actifs apportés à la société en 2003 par Groupe Sucrier S.A. à Iscal Sugar S.A. ou provenant des fusions en 2003 entre celle-ci et Sucrierie de Fontenoy S.A. et Suikerfabriek van Veurne N.V. continuent de faire l'objet d'amortissements selon leurs règles d'évaluation d'origine.

Rapport du commissaire à l'assemblée générale des actionnaires de la société FINASUCRE S.A. sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2013

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Finasucure S.A. et de ses filiales (le « Groupe ») pour l'exercice clos le 31 mars 2013, établis conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à €751.002 milliers et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice, part du Groupe, de €45.810 milliers.

Responsabilité du conseil d'administration dans l'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend : la conception,

la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les

comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans le cadre de cette évaluation du risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur au sein du Groupe pour l'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des règles d'évaluation, le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par le Groupe, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés du Groupe les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 mars 2013 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés relèvent de la responsabilité du conseil d'administration.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

- Le rapport de gestion sur les comptes consolidés traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation sont confrontées, ainsi que de leur situation, de leur évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur leur développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Diegem, 21 juin 2013

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCCRL

Commissaire

Représenté par

Eric Van Hoof

Associé

Bilan de Finasucre S.A. au 31 mars 2013

en '000 €

ACTIF		31-03-2013	31-03-2012
Actifs immobilisés		274.809	233.930
Immobilisations incorporelles		1	-
Immobilisations corporelles		98	-
	Terrains et constructions	5	-
	Mobilier et matériel roulant	93	-
Immobilisations financières		274.710	233.930
Entreprises liées			
	Participations	239.717	201.663
Autres entreprises avec un lien de participation			
	Participations	13.224	10.863
	Créances	-	2.250
Autres immobilisations financières			
	Actions et parts	21.769	19.154
Actifs circulants		21.179	25.597
Créances à plus d'un an		1.398	-
	Autres créances	1.398	-
Créances à un an au plus		14.671	16.744
	Créances commerciales	1.853	-
	Autres créances	12.819	16.744
Placements de trésorerie		1.381	7.347
	Autres placements	1.381	7.347
Valeurs disponibles		3.427	1.393
Comptes de régularisation		302	112
TOTAL ACTIF		295.988	259.526

PASSIF		31-03-2013	31-03-2012
Capitaux propres		283.323	224.042
Capital		1.786	1.786
Capital souscrit	1.786	1.786	
Plus-values de réévaluation		10	10
Réserves		262.493	190.698
Réserve légale	179	179	
Réserves indisponibles			
Autres	27	27	
Réserves immunisées	12.287	3.352	
Réserves disponibles	250.000	187.141	
Bénéfice (Perte) reporté(e)		19.035	31.548
Provisions et impôts différés		1.398	-
Provisions pour risques et charges		1.398	-
Autres risques et charges	1.398	-	
Dettes		11.266	35.484
Dettes à un an au plus			
Dettes financières		-	5.000
Etablissements de crédit	-	5.000	
Dettes commerciales		592	-
Fournisseurs	592	-	
Dettes fiscales, salariales et sociales		161	15
Impôts	18	-	
Rémunérations et charges sociales	142	15	
Autres dettes		10.513	30.448
Comptes de régularisation		1	22
TOTAL PASSIF		295.988	259.526

Compte de résultats de Finasucre S.A. au 31 mars 2013

		en 000 €	
		31-03-2013	31-03-2012
Ventes et prestations		1.795	49
Chiffre d'affaires	1.652	-	
Autres produits d'exploitation	143	49	
Coût des ventes et des prestations		(2.358)	(293)
Approvisionnements et marchandises	1.019	-	
Services et biens divers	831	201	
Rémunérations, charges sociales et pensions	435	91	
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	14	-	
Autres charges d'exploitation	59	1	
Bénéfice (Perte) d'exploitation		(563)	(245)

Produits financiers			23.259		12.608
	Produits des immobilisations financières	21.321		9.340	
	Produits des actifs circulants	1.675		3.173	
	Autres produits financiers	263		94	
Charges financières			(881)		(3.402)
	Réduction de valeurs sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours, créances commerciales [dotations,(utilisations)]	56		-	
	Autres charges financières	825		3.402	
Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts			21.815		8.961
Produits exceptionnels			50.074		-
	Autres produits exceptionnels	50.074			
Charges exceptionnelles			(2.942)		(1.615)
	Réductions de valeur sur immobilisations financières	(2.942)		(1.615)	
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts			68.947		7.346
Impôts sur le résultat			(66)		(120)
	Impôts	(66)		(120)	
Bénéfice (Perte) de l'exercice			68.881		7.226
Transfert aux réserves immunisées			(9.429)		-
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter			59.452		7.226

Affectations et prélèvements

Bénéfice à affecter			91.000		40.828
	Bénéfice de l'exercice à affecter	59.452		7.226	
	Bénéfice reporté de l'exercice précédent	31.548		33.602	
Affectations aux capitaux propres			62.366		-
	Aux autres réserves	62.366		-	
Résultat à reporter			19.035		(31.548)
	Bénéfice à reporter	(19.035)		31.548	
Bénéfice à distribuer			9.600		(9.280)
	Rémunération du capital	(9.600)		9.280	

Annexe aux comptes annuels et règles d'évaluation

C5.2 ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

		en '000 €
		Concessions, brevets, licences, etc...
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		
	Mutations de l'exercice :	-
	- Acquisitions	2
	- Cessions et retraits	-
	- Transferts d'une rubrique à une autre	-
	Au terme de l'exercice	2
Amortissements et réductions de valeur		
	Au terme de l'exercice précédent	
	Mutations de l'exercice :	
	- Actés	(1)
	- Annulations par suite de cessions et de désaffectations	-
	- Acquis de tiers	-
	- Divers	-
	Au terme de l'exercice	(1)
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		1

C5.3 ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

		en '000 €	
		Terrains et constructions	Mobilier et matériel roulant
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice			
	Mutations de l'exercice :	8	224
	- Acquisitions	-	-
	- Cessions et retraits	-	-
	- Transferts d'une rubrique à une autre	-	-
	Au terme de l'exercice	8	224
Amortissements et réductions de valeur			
	Au terme de l'exercice précédent	-	-
	Mutations de l'exercice :		
	- Actés	-	(14)
	- Annulations par suite de cessions et de désaffectations	-	-
	- Acquis de tiers	(3)	(118)
	- Divers	-	-
	Au terme de l'exercice	(3)	(132)
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		5	93

C5.4 ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

		en '000 €		
		Entreprises liées Participations, Actions et parts	Entreprises avec lien de participation Participations, Actions et parts	Autres entreprises Participations, Actions et parts
Participations, actions et parts				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent		201.991	10.863	22.136
Mutations de l'exercice :				
	- Acquisitions	49.988	2.360	5.558
	- Cessions et retraits	(6.130)	-	-
	- Transferts d'une rubrique à une autre	-	-	(2.035)
Au terme de l'exercice		245.848	13.224	25.660
Plus-values au terme de l'exercice		11	-	-
Mutations de l'exercice :				
	- Annulées	(11)	-	-
Au terme de l'exercice		-	-	-
Réductions de valeur au terme de l'exercice		(339)	-	(2.983)
Mutations de l'exercice :				
	- Actées	-	-	(2.942)
	- Acquisées de tiers	(6.131)	-	-
	- Annulées à la suite de cessions et retraits	339	-	-
	- Transférées d'une rubrique à une autre	-	-	2.035
Au terme de l'exercice		(6.131)	-	(3.890)
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		239.717	13.224	21.769
Créances				
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		-	2.250	-
Mutations de l'exercice :				
	- Additions	-	-	2.035
	- Remboursements	-	-	-
	- Réductions de valeur actées	-	-	-
	- Réductions de valeur reprises	-	-	-
	- Différence de change	-	-	-
	- Autres	-	(2.250)	(2.035)
Au terme de l'exercice		-	-	-
Réduction de valeur cumulée sur créances au terme de l'exercice		-	-	(2.035)

C 5.5.1 PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Dénomination du siège et pour les entreprises belges, mention du numéro d'entreprise	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	par la société		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%			('000)	('000)
Finasucre Investments (Australia) Pty Ltd							
PO Box 500 • 4670 Brisbane - Australie ABN 75 009 658 164	122.833.643	100,00	-	31/03/2013	AUD	260.757	-
Devolder S.A.							
Avenue Herrmann-Debroux 40-42 • BE-1160 Bruxelles - Belgique N° Ent 0422175969	5.735	100,00	-	31/03/2013	EUR	1.121	(5)
Socagrim SPRL							
NRC Kinshasa/Gombe 1556/M Kinshasa - Rép. Dém. du Congo	21	0,05	99,95	31/12/2012	CDF	433.249	(3.243)
SGD SAS							
Agroparc BP 1218 • 84911 Avignon Cedex 9 - France	717.076	60,00	38,80	30/06/2012	EUR	58.945	2.118
SC Galeries Royales Saint-Hubert							
Galerie du Roi 5 • 1000 Bruxelles - Belgique N° Ent 0866675697	48.283	12,85	-	31/12/2012	EUR	22.486	197
SCA Galeries Royales Saint-Hubert							
Galerie du Roi 5 • 1000 Bruxelles - Belgique N° Ent 0452068302	49.349	25,00	75,00	31/12/2012	EUR	23.303	172
JV KIN S.A.							
Route d'Esch 50 • 1470 Luxembourg - Grand Duché du Luxembourg	3.650	50,00	-	31/12/2012	EUR	7.316	16
Galactic S.A.							
Place d'Escauffles, 23 • BE-7760 Escauffles - Belgique - N° Ent 0408321795	274.145	55,00	-	31/03/2013	EUR	24.538	441
Isera & Scaldis Sugar S.A.							
Chaussée de la Sucrierie, 1 • BE-7643 Fontenoy - Belgique - N° Ent 0861251419	177.939.837	87,63	-	31/03/2013	EUR	63.466	31.612
Compagnie Sucrière scarl							
Kwilu-Ngongo - Rép. Dém. du Congo	337.195	60,00	-	31/12/2012	CDF	47.743.476	8.733.356

C 5.6 PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

		en '000 €	
		Exercice	Exercice précédent
Placements de trésorerie - autres placements			
Actions et parts			
	Valeur comptable augmentée du montant non appelé	180	1.772
Titres à revenu fixe			
	Titres à revenus fixes émis par des établissements de crédit	1.201	1.225
Comptes à terme détenus auprès d'établissements de crédit			
Avec une durée résiduelle ou de préavis :			
	d'un mois au plus	-	4.350
	de plus d'un mois à un an au plus	-	-
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant			
Comptes de régularisation			
	Frais reportés sur l'exercice suivant	40	12
	Intérêts à recevoir	85	100
	Achats relatifs à l'exercice suivant	177	100

C 5.7 ÉTAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

		en '000 €	
		Exercice	Exercice précédent
État du capital			
Capital social			
	Capital souscrit au terme de l'exercice		1.786
	Capital souscrit au terme de l'exercice	1.786	
Représentation du capital			
Catégories d'actions			
	Actions sans désignation de valeur nominale	1.786	80.000
	Actions nominatives	-	52.028
	Actions dématérialisées	-	27.972
Structure de l'actionariat de l'entreprise à la date de clôture de ses comptes, telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise			
	Wulfsdonck Investment S.A.	44,37%	
	Autres actionnaires nominatifs	31,70%	
	Actions dématérialisées	23,93%	
		100,00%	

C 5.9 ÉTAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

		en '000 €
		Exercice
Dettes fiscales, salariales et sociales		
Impôts		
	Dettes fiscales échues	-
	Dettes fiscales non échues	18
	Dettes fiscales estimées	-
Rémunérations et charges sociales		
	Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	
	Autres dettes salariales et sociales	142
Comptes de régularisation		
	Frais financiers à imputer	1

C 5.10 RÉSULTAT D'EXPLOITATION

		en '000 €	
		Exercice	Exercice précédent
Travailleurs inscrits au registre du personnel			
	Nombre total à la date de clôture	9	1
	Effectif moyen du personnel calculé en équivalent temps plein	8,8	1,0
	Nombre effectif d'heures prestées	14.159	1.642
Frais de personnel			
	Rémunérations et avantages sociaux directs	276	55
	Cotisations patronales d'assurances sociales	81	14
	Primes patronales pour assurances extralégales	31	16
	Autres frais de personnel	47	6
Provisions pour risques et charges			
	Constitutions	-	-
	Utilisations et reprises	-	-
Autres charges d'exploitation			
	Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	59	1
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise			
	Nombre total à la date de clôture	-	-
	Nombre moyen calculé en équivalent temps plein	0,1	-
	Nombre d'heures effectivement prestées	211	-
	Frais pour l'entreprise	6	-

C 5.11 RÉSULTATS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS

		en '000 €	
		Exercice	Exercice précédent
Autres produits financiers			
	Plus-values sur portefeuille obligataire	3	41
	Différences de change et écarts de conversion	7	-
	Plus-values sur portefeuille d'actions	251	-
	Escomptes obtenus	1	-
	Produits financiers divers	1	-
Réductions de valeur sur actifs circulants			
	Actées	56	-
Autres charges financières			
	Pertes de change	666	873
	Commissions bancaires	6	82
	Charges financières diverses	53	45
	Moins-values sur portefeuille obligataire	28	545
	Moins-values sur portefeuille d'actions	-	1.519
	Intérêts sur avances à terme fixe	72	-

C 5.12 IMPÔTS ET TAXES

		en '000 €	
		Exercice	
Impôts sur le résultat			
Impôt sur le résultat de l'exercice			
			66
	Impôts et précomptes dus ou versés		251
	Excédent de versements d'impôts ou de précomptes portés à l'actif		(185)
	Suppléments d'impôts estimés		-
Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé			
	Revenus définitivement taxés		60.975
	Déduction intérêts notionnels		1.089
	Plus-values immunisées sur actions		251
	Dépenses non admises		49
	Réductions de valeur sur immobilisations financières		2.942
Sources de latences fiscales			
	Latences actives		5.505
	Autres latences actives : report déduction intérêts notionnels		5.505
		Exercice	Exercice précédent
Taxes sur la valeur ajoutée et impôts à charge de tiers			
Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte			
	A l'entreprise (déductibles)	203	-
	Par l'entreprise	117	-
Montants retenus à charge de tiers, au titre de			
	Précompte professionnel	167	46
	Précompte mobilier	1.306	1.261

C 5.13 DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Exercice
Description succincte du régime complémentaire de pension de retraite ou de survie instauré au profit du personnel	
Les appointés de la société bénéficient d'un régime de pension extralégale. Les cotisations payées en exécution de contrats d'assurance-groupe sont supportées en partie par le personnel et en partie par la société.	

C 5.14 RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

		en '000 €	
		Exercice	Exercice précédent
Entreprises liées			
Immobilisations financières		239.717	201.663
	Participations	239.717	201.663
Créances		13.842	16.572
	A plus d'un an	1.398	-
	A un an au plus	12.444	16.572
Dettes		428	-
	A plus d'un an	428	-
Résultats financiers		22.114	10.735
	Produit des immobilisations financières	21.324	9.340
	Produits des actifs circulants	793	1.395
Entreprises avec lien de participation			
Immobilisations financières		13.224	13.113
	Participations	13.224	10.863
	Créances subordonnées	-	2.250
Transactions avec les entreprises liées dans des conditions autres que celles du marché		Néant	Néant

C 5.15 RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

		en '000 €
		Exercice
les administrateurs et gérants, les personnes physiques ou morales qui contrôlent directement ou indirectement l'entreprise sans être liées à celle-ci ou les autres entreprises contrôlées directement ou indirectement par ces personnes		
	Rémunérations directes et indirectes attribuées à charge du compte de résultats, allouées aux administrateurs et gérants	270
le commissaire et les personnes avec lesquelles il est lié		
	Émoluments du commissaire	20
	Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le commissaire	
	Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec qui le commissaire est lié	-
	Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés	

C 5.17.1 DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion	
--	--

C 5.17.2 RELATIONS FINANCIERES DU GROUPE DONT L'ENTREPRISE EST A LA TETE EN BELGIQUE AVEC LE COMMISSAIRE ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE

		en '000 €
Mentions en application de l'article 134, paragraphes 4 et 5 du Code des sociétés		Exercice
	Émoluments du commissaire pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des comptes est à la tête	117
	Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de ce groupe par le commissaire	
	Autres missions d'attestation	-
	Autres missions extérieures à la mission révisorale	-
	Émoluments des personnes avec lesquelles le commissaire est lié pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société est à la tête	149
	Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de ce groupe par le commissaire par des personnes avec lesquelles le commissaire est lié	
	Mission de conseils fiscaux	-
	Autres missions extérieures à la mission révisorale	-
Mentions en application de l'article 133, paragraphes 6 du Code des sociétés		

C6 BILAN SOCIAL Commission paritaire dont dépend l'entreprise : 218

				en '000 €
ETAT DES PERSONNES OCCUPEES - Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration Dimona ou qui sont inscrits au registre général du personnel				
	Total	1. Hommes	2. Femmes	
Au cours de l'exercice				
Nombre moyens de travailleurs				
	8,0	6,0	2,0	
Temps plein				
Temps partiel	1,0		1,0	
Total en équivalents temps plein (ETP)	8,8	6,0	2,8	
Nombre d'heures effectivement prestées				
	12.916	9.631	3.285	
Temps plein				
Temps partiel	1.243		1.243	
Total	14.159	9.631	4.528	
Frais de personnel				
	395.025	296.269	98.756	
Temps plein				
Temps partiel	39.503		39.503	
Total	434.528	296.269	138.259	
Montant des avantages accordés en sus du salaire				
	17.270	11.775	5.495	
Au cours de l'exercice précédent				
	Total	1P. Hommes	2P. Femmes	

	Nombre moyen de travailleurs en ETP	1,0		1,0
	Nombre d'heures effectivement prestées	1.643		1.643
	Frais de personnel	90.909		90.909
	Montant des avantages accordés en sus du salaire	1.312		1.312
A la date de la clôture de l'exercice		1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en ETP
Nombre de travailleurs		8,0	1,0	8,8
Par type de contrat de travail				
	Contrat à durée indéterminée	8,0	1,0	8,8
Par sexe et niveau d'études				
	Hommes	6,0		6,0
	De niveau secondaire	2,0		2,0
	De niveau universitaire	4,0		4,0
	Femmes	2,0	1,0	2,8
	De niveau supérieur non universitaire		1,0	0,8
	De niveau universitaire	2,0		2,0
Par catégorie professionnelle				
	Personnel de direction	2,0		2,0
	Employés	4,0	1,0	4,8
	Ouvriers	2,0		2,0
PERSONNEL INTERIMAIRE ET PERSONNES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE			1. Personnel intérimaire	
	Nombre moyen de travailleurs en ETP		0,1	
	Nombre d'heures effectivement prestées		211,0	
	Frais pour l'entreprise		6.184	
TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE		1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en ETP
ENTREES				
	Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration Dimona ou qui ont été inscrits au registre général du personnel	7,0	1,0	7,8
	Par type de contrat de travail			
	Contrat à durée indéterminée	7,0	1,0	7,8
SORTIES		Néant	Néant	Néant

C.7 RESUME DES REGLES D'EVALUATION

ACTIF

1. Règle d'évaluation valable pour tous les actifs immobilisés (sauf les immobilisations financières)

Les actifs immobilisés sont évalués à leur valeur d'acquisition qui correspond soit au prix d'acquisition (y inclus les frais accessoires), soit au coût de revient ou soit à la valeur d'apport.

2. Frais d'établissement

Ils sont amortis sur une durée de cinq ans.

3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps sont amorties sur leur durée d'utilité ou d'utilisation probable qui est de maximum cinq ans.

4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps font l'objet d'amortissements à partir de leur date d'acquisition ou de mise en service.

Les taux d'amortissement annuels sont calculés de façon linéaire ou dégressive en fonction de la durée de vie des investissements telle que définie ci-après :

- Mobilier :	10 ans
- Matériel de bureau :	5 ans
- Matériel informatique :	4 ans
- Matériel roulant :	5 ans

Les immobilisations corporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps font l'objet de réduction de valeur en cas de moins-value ou de dépréciation durable.

Des amortissements complémentaires, exceptionnels ou accélérés, peuvent être appliqués en vertu de dispositions fiscales ou en raison de modifications de circonstances économiques ou technologiques.

5. Immobilisations financières

Les participations, actions et parts sont évaluées à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus, déduction faite des réductions de valeur y afférentes.

Des réductions de valeurs sont appliquées lorsque la valeur estimative d'un titre est inférieure à la valeur d'inventaire, pour autant que la moins-value ainsi observée ait un caractère durable.

Lorsque la valeur des immobilisations financières présente un excédent certain et durable par rapport à la valeur comptable initiale, une réévaluation peut être opérée.

6. Créances à plus d'un an - Créances à un an au plus

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les créances en monnaies étrangères sont comptabilisées en euros au cours du jour au moment de l'opération, et évaluées au cours de change à la clôture de l'exercice social.

Elles font l'objet de réduction de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis.

7. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les titres de placement sont portés à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus. A la clôture de l'exercice, ils font l'objet de réductions de valeur si la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable. En ce qui concerne les titres à revenus fixes, détenus en direct ou via des instruments collectifs de placements, pour lesquels il existe une cotation régulière et un marché liquide, la valeur retenue est celle du marché à la date de la clôture de l'exercice.

8. Comptes de régularisation d'actif

Les charges exposées pendant l'exercice, mais imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur, sont évaluées en adoptant une règle proportionnelle. Les revenus ou fractions de revenus dont la perception n'aura lieu qu'au cours d'un ou plusieurs exercices suivants, mais qui sont

à rattacher à l'exercice en cause, sont évalués au montant de la quote-part afférente au dit exercice.

9. Règle d'évaluation valable pour tous les actifs et passifs en monnaies étrangères

Evaluation des avoirs, dettes et monnaies étrangères : les actifs et passifs en devises étrangères sont, en principe, évalués au cours de change à la clôture de l'exercice, compte tenu des couvertures de change éventuelles. Les différences de change sont enregistrées au compte de résultats.

PASSIF

10. Subsidés en capital

Les subsidés en capital font l'objet d'une réduction échelonnée au rythme de la prise en charge des amortissements afférents aux immobilisations pour l'acquisition desquelles ils ont été obtenus.

11. Provisions pour risques et charges

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration examine les provisions à constituer pour couvrir les risques prévus, charges ou pertes éventuelles nées au cours de l'exercice et des exercices antérieurs.

Les provisions afférentes aux exercices antérieurs sont régulièrement revues et reprises en résultats si elles sont devenues sans objet.

12. Dettes à plus d'un an - Dettes à un an au plus

Ces dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une correction de valeur doit obligatoirement être actée si la valeur estimée de la dette à la clôture de l'exercice est supérieure à la valeur comptable.

Les provisions fiscales et sociales liées à l'exercice sont constituées.

Le montant de la provision pour pécule de vacances est fixé conformément aux dispositions fiscales.

Les provisions afférentes aux exercices antérieurs sont régulièrement revues et reprises en résultats si elles sont devenues sans objet.

13. Comptes de régularisation de passif

Les charges ou fractions de charges afférentes à l'exercice mais qui ne seront payées qu'au cours d'un exercice ultérieur sont évaluées au montant afférent à l'exercice.

Les revenus perçus au cours de l'exercice, mais qui sont imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur, sont également évalués au montant qui doit être considéré comme produit pour l'exercice ultérieur.

Les produits dont l'encaissement effectif est incertain sont également portés sous cette rubrique.

14. Régime complémentaire de pension

Indépendamment des régimes de pension prévus par les dispositions légales, la société a adopté en faveur de son personnel de cadre et des employés, un régime de pension complémentaire.

A cette fin, elle a souscrit des contrats d'assurance-groupe qui sont alimentés par les cotisations à charge des assurés et des allocations à charge de l'employeur.

15. Dérogation aux règles d'évaluation

La créance de € 1,3 million (rubrique 'Créances à plus d'un an' du bilan) sur l'Etat Congolais (ex-Zaïre) résulte d'un accord de rétrocession de 60% des actions de la Compagnie Sucrière scarl, signé en 1977. Elle est considérée comme recouvrable dans sa totalité ; on ne peut cependant se prononcer sur un échéancier précis.

Rapport du commissaire à l'assemblée générale des actionnaires de la société Finasucre S.A. sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2013

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2013, établis conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à €295.988 milliers et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de €59.452 milliers.

Responsabilité du conseil d'administration dans l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne

relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans le cadre de cette évaluation du risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans la société pour l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Nous avons également évalué le bien-fondé des règles d'évaluation, le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels clos le 31 mars 2013 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion, ainsi que le respect par la société du Code des sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité du conseil d'administration.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Diegem, le 21 juin 2013

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCCRL

Commissaire
représenté par
Eric Van Hoof



MIX
Paper from responsible sources
Papier issu de sources responsables
Papier van verantwoorde herkomst
FSC® C013504



FINASUCRE sa
Avenue Herrmann-Debroux 40-42
BE-1160 Bruxelles – Belgique
Tél. +32 (0)2 661 19 11 • Fax +32 (0)2 672 02 22
www.finasucre.com

SOCIÉTÉS

ISCAL SUGAR sa

Siège social :
Usine de Fontenoy
Chaussée de la Sucrierie 1
BE-7643 Fontenoy - Belgique
Tél. +32 (0)69 87 17 11

Unité de conditionnement et de stockage

Route d'Hacquegnies 2
BE-7911 Frasnes-lez-Buissenal - Belgique
Tél. +32 (0)69 87 50 23
www.iscalsugar.com

ISCAL SUGAR bv

Zuiveringweg 14
NL-8243 PZ Lelystad - Pays-Bas
Tél +31 320 25 43 44
www.iscalsugar.nl

ISCAL SPECIALITY SUGARS

Parc Initialis
Boulevard Initialis 5
BE-7000 Mons - Belgique
Tél. +32 (065) 39 49 40

BUNDABERG SUGAR Ltd

4 Gavin Street - Bundaberg
Queensland 4670 – Australie
Tél. +61 (0)7 41 50 85 00

155 Wharf Street – Brisbane
Queensland 4000 – Australie
Tél. +61 (0)7 38 35 84 00
www.bundysugar.com.au

BUNDABERG WALKERS ENGINEERING Ltd

4 Gavin street - Bundaberg
Queensland 4670 - Australie
Tél. +61 (0)7 41 50 87 00
www.bfel.com.au

CIE SUCRIERE scarl

BP 10 Kwilu-Ngongo (Bas-Congo)
République Démocratique du Congo
Contact en Belgique : tél. +32 (0)2 661 19 11

JV KIN sa

50 route d'Esch
LU-1470 Luxembourg
Grand Duché du Luxembourg
Tél. +352 44 78 38

CONGO FER sprl

Avenue Colonel Ebeya 15-17
Kinshasa (Gombe)
République Démocratique du Congo

SOCAGRIM sprl

Building BCDC
Kinshasa (Gombe)
République Démocratique du Congo
Contact en Belgique : tél. +32 (0)2 661 19 11

GALACTIC sa

Allée de la Recherche 4
BE-1070 Bruxelles - Belgique
Tél. +32 (0)2 332 14 00

Usine : Place d'Escanaffles 23
BE-7760 Escanaffles - Belgique
Tél. +32 (0)69 45 49 21
www.lactic.com

FUTERRO sa

rue du Renouveau 1
BE-7760 Escanaffles - Belgique
Tél. +32 (0)69 45 22 76

GALACTIC Inc.

West Silver Spring Drive 2700
Milwaukee WI 53209 - Etats-Unis
Tél. +1 414 462 1990
www.lactic-us.com

GALACTIC BIOQUIMICOS Ltda

Batel Business Center
Av. Batel, n° 1230 Cj. 405 - Torre BBC
Curitiba - PR - Brésil
Tel. +55 41 3042 7113
www.lactic.com

B&G JAPAN Co. Ltd

AIOS Meguroekimae, 15-19
Kami-osaki 2-chome, Shinagawa-ku
Tokyo 141-0021- Japon
Tel. +81 3 6459 3646
www.b-gjapan.com

ANHUI COFCO BIOCHEMICALS & GALACTIC LACTIC ACID Co. Ltd

1 Cofco Avenue. Bengbu 233010
Anhui Province - Chine
Tel. +86 552 2081 288
www.bglactic.com

DEVOLDER sa

Avenue Herrmann-Debroux 40-42
BE-1160 Bruxelles - Belgique
Tél. +32 (0)2 661 19 13